

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 292

11 février 2011

### SOMMAIRE

Acropol Luxembourg S.A. ....	13980	Literray S.à r.l. ....	14013
Altercorp S.A. ....	13980	Login ....	14011
Alterfin S.A. ....	13980	LSF5 Roundup Holdings S.à r.l. ....	14015
Auriga Investors ....	13981	Luxembourg Liquidation Co II S.à r.l. ....	14006
C.Gen S.A. ....	13983	Luxembourg Liquidation Services S.à r.l. ....	14006
Cobelguard ....	13973	LUX-Hâm S.à r.l. ....	14015
Couello Investments S.A. ....	13983	Lycomar Finance S.A. ....	14007
Dacotrans International S.A. ....	13984	Management and Backoffice Services S. à r.l. ....	14007
De Maupassant ....	13984	M + B Betonbau (Luxembourg) G.m.b.H. ....	14015
Elystar Holding S.A. ....	13984	Mediflo S.A. ....	13972
Excellence de Luxe, S.à r.l. ....	14011	MGE Hellenic Investments S.à r.l. ....	13983
Fastbase Equity S.A. ....	13974	Mont Cervin S.à r.l. ....	14016
Fastbase Equity S.A. ....	13970	Mont Cervin S.à r.l. ....	14016
Gaia International Holding S.à r.l. ....	13978	Nubira S.A. ....	14007
Geldilux-TS-2005 S.A. ....	13985	Optima Europa S.A. ....	14008
Getty Images Luxembourg S.à r.l. ....	13985	Oracle Securitization S.à r.l. ....	13977
GMT (Media Mail) S.à r.l. ....	13986	Orchape-Lux S.à r.l. ....	13976
International Paper Group (Asia) S.à r.l. ....	14013	Poleol ....	14008
International Paper Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	14013	Rehabitat Capital SA ....	14008
ITT Industries Holdings S.à r.l. ....	14016	Riverways SA ....	14009
Jetion Solar Project Ltd. ....	13978	RM International S.A. ....	13985
Karggen ....	14010	Saxon S.à r.l. ....	13985
Kinetek Luxco G.P. S.à r.l. ....	14010	Sciplay International S.à r.l. ....	13972
Kinetek Luxco G.P. S.à r.l. ....	14010	Serenity Hospitality Trading S.à r.l. ....	13978
KKA Holding S.A. ....	13972	SHIP Investor & Cy S.C.A. ....	13986
Klopp Marc S.à r.l. ....	14011	Start S.A. ....	14009
Kyotec Group ....	13980	Upington Investments ....	14009
Lellig Immo S.A. ....	14013	Vania International S.A. ....	14010
Leman Beverages Holding S.A. ....	14011	Velvet S.A. ....	13981
Leman Beverages Holding S.à r.l. ....	14011	Visual Config S.A. ....	13972
Les Espaces d'Eich S.A. ....	14010		

**Fastbase Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 125.692.

L'an deux mille dix, le treize décembre.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réuni une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FASTBASE EQUITY SA.", (ci-après «la Société») ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, Rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 125692, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 22 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1034 du 1 juin 2007,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date de ce jour, en voie de formalisation.

L'assemblée est présidée Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michele MERETTI, demeurant à I-20123 Milan, Via Francesco Petrarca n°4 (Italie).

Le Président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 310 actions d'une valeur nominale de EUR 100,-(cent euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 31.000,-(trente et un mille euros) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert du siège social de Luxembourg à Milan (Italie) et adoption de la nationalité italienne sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

2. Décision de fixer le siège de la société à I-20122 Milan, Via Durini n. 24.

3. Approbation d'une situation comptable intérimaire arrêtée au 13 décembre 2010.

4. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la société en Italie.

5. Décision d'adopter la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien.

6. Refonte complète des statuts pour le mettre en concordance avec la législation italienne.

7. Délégation de pouvoirs.

8. Nomination des nouveaux membres du conseil d'administration.

9. Radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès qu'elle aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

10. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution:*

L'assemblée décide de changer la nationalité de la Société, actuellement société de droit luxembourgeois, en société de droit italien, et de transférer le siège social de la Société à Milan, (Italie), sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera d'exister sous la nationalité italienne. Ce changement de nationalité et ce transfert de siège social ne donneront lieu ni légalement, ni fiscalement, à la constitution d'une personne juridique nouvelle.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise à l'unanimité des associés existants.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée décide d'établir le siège social de la Société à I-20122 Milan, Via Durini n. 24. La Société ne maintiendra pas de succursale ni d'autre entité juridique au Luxembourg.

*Troisième résolution:*

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 13 décembre 2010, telle qu'elle a été établie par le conseil d'administration en fonction, avant le transfert du siège social de la société.

Une copie de cette situation comptable, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

*Quatrième résolution:*

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction et de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

*Cinquième résolution:*

L'assemblée décide d'adopter la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien (Società a Responsabilità Limitata) et décide de changer la dénomination sociale de la Société italienne en "FB S.r.l."

*Sixième résolution:*

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne. Les statuts de la société de droit italien adoptés par l'assemblée resteront annexés au présent acte après avoir été paraphé par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

*Septième résolution:*

L'assemblée décide de conférer à Madame Crisatina CAVALLARO, née à Innsbruck (A), le 22 novembre 1968, demeurant à Trento, Loc. Povo, Via Salé n. 91, code fiscal: CVL CST 68S62 Z102J, tous pouvoirs en vue d'accomplir individuellement toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelconque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

En outre, Madame Cristina CAVALLARO, prénommée, est autorisée à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la société en tant que société de droit italien et, d'autre part, la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

*Huitième résolution:*

L'assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, comme administrateur unique, avec les pouvoirs conférés par les nouveaux statuts italiens:

Madame Cristina CAVALLARO, née à Innsbruck (A), le 22 novembre 1968, demeurant à Trento, Loc. Povo, Via Salé n. 91, code fiscal: CVL CST 68S62 Z102J. L'assemblée décide en outre que les émoluments de l'administrateur unique seront fixés en accord avec les tarifs en vigueur en Italie et applicables aux experts-comptables.

*Neuvième résolution:*

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, M. GOERES, M. MERETTI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2010. LAC/2010/56920. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168570/108.

(100195944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

---

**KKA Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 79.673.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011005097/10.

(110005429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Sciplay International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 13.100,00.**

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 152.935.

EXTRAIT

Par un contrat de transfert intervenu le 14 décembre 2010, Scientific Games Global Gaming S.à. r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.297, à transféré cent vingt-cinq (125) part sociales de classe A de la Société à Playtech Services (Cyprus) Limited, une société de droit chypriote, établie et avant son siège social à 3 Athinodorou, Dasoupoli 2025, Nicosia, Chypre, inscrite au Registre de Commerce sous le numéro HE 2243317.

Playtech Services (Cyprus) Limited, ci-avant qualifiée, a transféré le même jour cent vingt-cinq (125) part sociales de classe C de la Société à Scientific Games Global Gaming S.à. r.l., ci-avant qualifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Sciplay International S.à r.l.*

Signature

Référence de publication: 2010168050/20.

(100194768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2010.

---

**Visual Config S.A., Société Anonyme,  
(anc. Mediflo S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 60.334.

*Extrait de l'A.G. extraordinaire du 20 avril 2010 au siège de la société*

- L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Percy MEULEMANS et de Madame Frédérique COOSEMANS de leurs fonctions d'administrateurs.

L'assemblée générale accepte à l'unanimité la nomination de Monsieur Nicolas ANSPACH né le 30/09/1975 à Uccle (Belgique) demeurant Chemin Baron Le Roy 6 1380 Lasne, en tant qu'administrateur pour une période de 6 ans.

L'assemblée générale approuve à l'unanimité le renouvellement des administrateurs pour une durée de 6 ans. Le conseil d'administration se compose comme suit:

Monsieur Jean COOSEMANS, demeurant 6 Clos des Iris B-1410 Waterloo

Monsieur Nicolas ANSPACH, demeurant 6 Chemin Baron Le Roy B-1380 Lasne

Monsieur François ANSPACH, demeurant 1B clos du verger B-1380 Ohain.

- Le mandat de M. François ANSPACH, administrateur-délégué, est reconduit pour une durée de 6 ans

- L'assemblée générale nomme la société FIDUCIAIRE BEFAC EXPERTISES COMPTABLES ET FISCALES (LUXEMBOURG), SARL, avec siège social au 25A Bld Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que Commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans.

- L'assemblée générale révoque le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur VANBELINGHEN Guy.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010168150/24.

(100194703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2010.

**Cobelguard, Société Anonyme.**

Siège social: L-8295 Keispelt, 85, rue de Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 129.485.

L'an deux mil dix, le treizième jour de décembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme „COBELGUARD“, avec siège social à L – 8295 Keispelt, 85 rue de Kehlen, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B numéro 129.485 constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date 7 juin 2007 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C du 20 août 2007 numéro 1756 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 6 avril 2009 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéros 1569 et 1606 en date des 14 et 20 août 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg,

qui désigne comme secrétaire Madame Sylvie Ramos, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Eric Agneessens, demeurant 31/2 Otto de Mentockplein à B -1853 Strombeek, Belgique.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. - Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de EUR 500.000 au montant de EUR 1.000.000 par l'émission de 500 nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 1.000 chacune, intégralement libérées;

2. - Souscription des nouvelles actions par l'actionnaire unique - Libération intégrale en espèces;

3. - En conséquence, modification de l'article 5 des statuts de la Société.

II. Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Restera annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été paraphée „ne varietur“ par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée générale décide à l'unanimité d'augmenter le capital souscrit de la Société d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) pour porter le capital social de la Société de son montant actuel de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) à un million d'euros (EUR 1.000.000) par l'émission de cinq cents (500) nouvelles actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

*Souscription - Libération*

Toutes les nouvelles actions sont souscrites à l'instant par l'actionnaire unique D&S HOLDING S.A., avec siège social avenue du Panthéon, 47 à B1081 Bruxelles, immatriculée sous le numéro 0465.761.831, ici représentée par Eric Agneessens, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, comme dit ci-avant qui déclare souscrire les cinq cents (500) actions nouvellement émises et les libérer par un apport en espèces s'élevant à cinq cent mille euros (EUR 500.000,-).

Toutes les actions sont libérées en espèces de sorte que le montant de cinq cent mille euros (EUR 500.000,-) est à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

*Troisième résolution:*

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 5 des statuts, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art 5. § 1.** Le capital souscrit est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000,-) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.»

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'Article 32-1 de la loi coordonnée sur les sociétés que les conditions requises pour l'augmentation de capital, telles que contenues à l'Article 26, ont été remplies.

#### *Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

#### *Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clerks et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie Mathot, Sylvie Ramos, Eric Agneessens, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 14 décembre 2010. LAC / 2010 / 56095. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168490/76.

(100195898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

#### **Fastbase Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 125.692.

L'an deux mille dix, le treize décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "FASTBASE EQUITY S.A.", établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 125692 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 22 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1034 du 1 juin 2007.

L'assemblée est présidée Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michele MERETTI, demeurant à I-20123 Milan, Via Francsco Petrarca n°4 (Italie).

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 31.000,-EUR, pour le ramener de son montant actuel de 31.000,-EUR à 0,-EUR, par l'annulation de toutes les actions émises par la Société en vue de compenser une partie des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

2. Augmentation de capital à concurrence de 173.600,-EUR pour le porter de son montant actuel de 0,-EUR à 173.600,-EUR, par la création et l'émission de 1736 actions nouvelles avec une valeur nominale de 100,-EUR chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du jour de la décision de l'assemblée générale extraordinaire décidant de l'augmentation de capital proposée;



3. Souscription des actions nouvellement émises par l'actionnaire unique et libération intégrale par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible contre la Société;

4. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 142.600,-EUR, pour le ramener de son montant actuel de 173.600,-EUR à 31.000,-EUR, par l'annulation de 1426 actions émises par la Société en vue de compenser le reste des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

5. Modification afférente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;

6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social émis de la Société d'un montant de trente et un mille euros (31.000,-EUR), pour le ramener de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,-EUR) à zéro euro (0,-EUR), par l'annulation de toutes les actions émises par la Société en vue de compenser une partie des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de cent soixante-treize mille six cents euros (173.600,-EUR) pour le porter de son montant actuel de zéro euros (0,-EUR) à cent soixante-treize mille six cents euros (173.600,-EUR), par la création et l'émission de 1.736 actions nouvelles avec une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du jour de la décision de l'assemblée générale extraordinaire décidant de l'augmentation de capital proposée.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée constate que les mille sept cent trente-six (1.736) actions nouvelles ont été entièrement souscrites par l'actionnaire unique et libérées intégralement par ledit souscripteur par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible, existant à son profit et à charge de la Société et par annulation de cette même créance.

#### *Évaluation - Rapport de l'apport*

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi en date du 13 décembre 2010 par le réviseur d'entreprises indépendant "H.R.T. Révision S.A.", avec siège social à Luxembourg, lequel rapport, après signature "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Ledit rapport conclut comme suit:

#### *Conclusion*

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur de l'apport ne correspond pas au moins à 1.736 actions d'une valeur nominale de EUR 100,00 de FASTBASE EQUITY S.A. à émettre en contrepartie.

Ce rapport est émis uniquement dans le cadre de l'augmentation de capital de FASTBASE EQUITY S.A. de EUR 173.600,00 et ne peut être utilisé à d'autres fins sans notre accord préalable."

Il résulte par ailleurs dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et qu'aucune restriction ne s'oppose à l'apport de cette créance dans le capital de "FASTBASE EQUITY S.A.".

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social émis de la Société d'un montant de cent quarante deux mille six cents euros (142.600,-EUR), pour le ramener de son montant actuel de cent soixante-treize mille six cents euros (173.600,-EUR) à trente et un mille euros (31.000,-EUR), par l'annulation de mille quatre cent vingt-six (1.426) actions, en vue de compenser le reste des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires,

conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

*Cinquième résolution*

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, entièrement libérées."

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président ajourne l'assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, M. GOERES, M. MERETTI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2010. LAC/2010/56919. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Francis SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168569/105.

(100195939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

**Orchape-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 122.355.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille dix, le quinze décembre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**A COMPARU:**

La société à responsabilité limitée "FORESTINVEST S.A.", établie et ayant son siège social à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 115106, dûment représentée par son administrateur unique Monsieur Yves FORESTIER, administrateur de société, demeurant à F-41600 Yvoy-le-Marron, Les Bécasses (France)

ici représenté par Monsieur Yvon HELL, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

a. Que la société à responsabilité limitée "ORCHAPE-LUX S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 122355, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire alors de résidence à Remich, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 105 du 2 février 2007,

et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Jean-Joseph WAGNER, en date du 20 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1406 du 10 juillet 2007;

b. Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune, entièrement libérées.

c. Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est propriétaire de toutes les parts sociales de la Société (l'"Associée Unique").

d. Que l'activité de la Société ayant cessé, l'Associée Unique approuve le bilan de clôture et prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

Une copie dudit bilan, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.



e. Que l'Associée Unique déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

f. Que l'Associée Unique se désigne comme liquidateur de la Société et aura, en cette qualité, aura pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

g. Qu'en sa qualité de liquidateur, l'Associée Unique requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs son profit.

h. Que l'Associée Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation.

i. Que l'Associée Unique est investie de tous les éléments actifs de la Société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

j. Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

k. Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société pour l'exécution de son mandat.

l. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société "ORCHAPE-LUX S.à r.l."

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cents euros et la partie comparante, en tant qu'associée Unique s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Y. HELL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2010. LAC/2010/56935. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168790/62.

(100195877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

#### **Oracle Securitization S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.070.

#### **EXTRAIT**

- Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 12 novembre 2010 que Oracle Holding S.à r.l., associé de Oracle Securitization S.à r.l. (la "Société") a transféré une (1) part de catégorie B détenue dans la Société à Credit Suisse Investment (UK), une société ayant son siège social à One Cabot Square, Londres E14 4QJ, Royaume-Uni.

- Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société en date du 12 novembre 2010 les décisions suivantes:

\* Accepter la démission de M. Martijn Pieter Jan Sinninghe Damsté, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

\* Accepter la démission de M. James Garner Smith Macdonald, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;

\* Le mandat de M. Frederick Khedouri, en tant que gérant de catégorie B de la Société est converti en mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

\* nommer M. Edmund Taylor, banquier, né le 24 mars 1960 à New York, Etats-Unis, ayant pour adresse professionnelle 11 Madison Avenue, New York, New York 10010, Etats-Unis, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

\* nommer M. Francis Dyckman, banquier, né le 31 juillet 1963 à New York, Etats-Unis, ayant pour adresse professionnelle 11 Madison Avenue, New York, New York 10010, Etats-Unis, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

\* Reconnaître que le conseil de gérance de la Société sera dès lors composé, en vertu des statuts de la Société, comme suit:

*Gérants de catégorie A:*

- \* M. Stefan Wagner
- \* M. Frederick Khedouri;
- \* M. Ralf Remer; et
- \* M. William Lyle Schulze

*Gérant de catégorie B:*

- \* M. Edmund Taylor; et
- \* M. Francis Dyckman.

- Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 12 novembre 2010 les décisions suivantes:

- \* le siège social de la Société est transféré au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet immédiat;
- \* nommer Deloitte S.A., une société ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895, en tant que réviseur d'entreprise de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168787/43.

(100195686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

---

**Jetion Solar Project Ltd., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 109, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 140.202.

---

*Auszug aus dem Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter Abgehalten am 20. Dezember 2010*

*Geschäftsführer*

Die alleinige Gesellschafterin nimmt den Rücktritt von Frau Sophie BATARDY, geboren in Lille, (Frankreich), am 22. Januar 1963, beruflich wohnhaft in L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, als Geschäftsführerin mit sofortiger Wirkung an.

Die alleinige Gesellschafterin nimmt den Rücktritt von Herr Nico HANSEN, geboren in Differdange, (Großherzogtum Luxemburg), am 31. März 1969, beruflich wohnhaft in L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur; als technischer Geschäftsführer mit sofortiger Wirkung an.

Luxemburg, den 21. Dezember 2010.

Référence de publication: 2010169235/16.

(100196098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Gaia International Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**

**(anc. Serenity Hospitality Trading S.à r.l.).**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 143.035.

---

In the year two thousand and ten, on the thirteenth day of December

Before us, Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven (Grand-Duchy of Luxembourg),

There appeared:

SERENITY HOSPITALITY GROUP, S.A., a limited liability company (société anonyme), under Luxembourg Law, having its registered office at 22, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg, registered with the Luxembourg Companies' Register under number B132709,

here represented by Mrs Sylvie Lexa, private employee, with professional address in L – 2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the mandatory of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

-SERENITY HOSPITALITY GROUP, S.A. , prenamed is the sole current shareholder (the "Sole Shareholder") of Serenity Hospitality Trading S.à r.l., a société à responsabilité limitée, a private limited liability company, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 143035 (the "Com-

pany”), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on October 31, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2889 of December 3, 2008; and

- that the Company’ share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

Then appearing party representing the entire share capital took the following resolutions:

*First resolution:*

The Sole Shareholder decides to change the Company’s name into “Gaia International Holding S. à r.l.”

*Second resolution*

The Sole Shareholder decides to amend subsequently article 4 of the Articles of the Company which shall read as follows:

“ **Art. 4.** The Company will assume the name of Gaia International Holding S. à r.l.”

Whereof the present deed is drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L’an deux mille dix, le treizième jour de décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

SERENITY HOSPITALITY GROUP, S.A., (société anonyme de droit luxembourgeois), avec siège social situé au 22 rue Marie-Adélaïde, L2128 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B132709,

ici représenté par Madame Sylvie Lexa, employée privée, demeurant professionnellement à L – 2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, en vertu d’une procuration sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

-que SERENITY HOSPITALITY GROUP, S.A., précitée est le seul actuel associé (l’«Associé Unique») de Serenity Hospitality Trading S.à r.l. constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143035 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro du;

- que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d’une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Ensuite, la partie comparante, représentant l’intégralité du capital, a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L’Associé Unique décide de modifier la dénomination de la Société en Gaia International Holding S. à r.l.

*Deuxième résolution:*

L’Associé Unique décide de modifier en conséquence l’article des statuts de la société qui se lira comme suit:

« **Art.** La Société prend la dénomination de Gaia International Holding S. à r.l.»

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, même date qu’en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l’anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d’une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sylvie Lexa, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 14 décembre 2010. LAC / 2010 / 56098. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Senningerberg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168861/78.

(100195800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

---

**Acropol Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3817 Schiffflange, 22, Chemin de Bergem.

R.C.S. Luxembourg B 76.612.

—  
*Extrait de l'assemblée tenue le 21 décembre 2010*

L'assemblée décide de nommer, au poste d'administrateur, Monsieur Adrien RICHEZ, salarié, né le 12 octobre 1978 à B-Bruxelles et demeurant rue Vanderkindere, 307 à B-1180 Bruxelles pour un mandat de 6 ans et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACROPOL LUXEMBOURG S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2010168955/14.

(100196144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Altercorp S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 150.353.

—  
*Extrait de la Réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2010*

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité de transférer le siège social du 55-57, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Freddy Bracke

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010168963/13.

(100196155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Kyotec Group, Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 136.412.

—  
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60915 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011005100/10.

(110005241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Alterfin S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 148.949.

—  
*Extrait de la Réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2010*

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité de transférer le siège social du 55-57, rue de Merl L-2146 Luxembourg au 3-7, rue Schiller L-2519 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme  
Freddy Bracke  
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010168964/13.

(100196156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Auriga Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 148.816.

—  
*Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 30 avril 2010*

Il est décidé:

- de prendre note de la démission de Monsieur Luis Alfredo JIMENEZ FERNANDEZ, en tant qu'administrateur de la Société
- de coopter Madame Rosa SERDA RODRIGUEZ, résidant professionnellement à Serrano 8, E-28001 Madrid en tant qu'Administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Luis Alfredo JIMENEZ FERNANDEZ
- que Madame Rosa SERDA RODRIGUEZ terminera le mandat de son prédécesseur
- de proposer à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires de ratifier la cooptation de Madame Rosa SERDA RODRIGUEZ en tant qu'Administrateur

Certifié conforme et sincère  
Pour AURIGA INVESTORS  
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2010168988/19.

(100196107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Velvet S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 147.405.

—  
L'an deux mille dix, le treize décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "VELVET S.A.", établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147405 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 13 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1616 du 21 août 2009.

L'assemblée est présidée Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michele MERETTI, demeurant à I-20123 Milan, Via Francesco Petrarca n°4 (Italie).

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 31.000,-EUR, pour le ramener de son montant actuel de 31.000,-EUR à 0,-EUR, par l'annulation de toutes les actions émises par la Société en vue de compenser une partie des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

2. Augmentation de capital à concurrence de 36.000,-EUR pour le porter de son montant actuel de 0,-EUR à 36.000,-EUR, par la création et l'émission de 360 actions nouvelles avec une valeur nominale de 100,-EUR chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du jour de la décision de l'assemblée générale extraordinaire décidant de l'augmentation de capital proposée;

3. Souscription des actions nouvellement émises par l'actionnaire unique et libération intégrale par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible contre la Société;

4. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de 5.000,-EUR, pour le ramener de son montant actuel de 36.000,-EUR à 31.000,-EUR, par l'annulation de 50 actions émises par la Société en vue de compenser le reste des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

5. Modification afférente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;

6. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social émis de la Société d'un montant de trente et un mille euros (31.000,-EUR), pour le ramener de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,-EUR) à zéro euro (0,-EUR), par l'annulation de toutes les actions émises par la Société en vue de compenser une partie des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de trente-six mille euros (36.000,-EUR) pour le porter de son montant actuel de zéro euros (0,-EUR) à trente-six mille euros (36.000,-EUR), par la création et l'émission de trois cent soixante (360) actions nouvelles avec une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du jour de la décision de l'assemblée générale extraordinaire décidant de l'augmentation de capital proposée.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée constate que les trois cent soixante (360) actions nouvelles ont été entièrement souscrites par l'actionnaire unique et libérées intégralement par ledit souscripteur par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible, existant à son profit et à charge de la Société et par annulation de cette même créance.

#### *Évaluation - Rapport de l'apport*

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915, l'apport en nature ci-dessus décrit a fait l'objet d'un rapport établi en date du 8 décembre 2010 par le réviseur d'entreprises indépendant "FBK AUDIT S.à r.l.", avec siège social à L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon, lequel rapport, après signature "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Ledit rapport conclut comme suit:

#### *Conclusion*

"Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, je n'ai pas d'observations à formuler sur la valeur des apports qui correspondent au moins au nombre et à la valeur des 360 (trois cent soixante) actions d'une valeur nominale de 100,-EUR (cent euros) c'est-à-dire 36.000,-EUR (trente-six mille euros) à émettre en contrepartie."

Il résulte par ailleurs dudit rapport que la créance est certaine, liquide et exigible et qu'aucune restriction ne s'oppose à l'apport de cette créance dans le capital de "VELVET S.A.".

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social émis de la Société d'un montant de cinq mille euros (5.000,-EUR), pour le ramener de son montant actuel de trente-six mille euros (36.000,-EUR) à trente et un mille euros (31.000,-EUR), par l'annulation de cinquante (50) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, en vue de compenser le reste des pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Cinquième résolution*

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner désormais la teneur suivante:



" **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune, entièrement libérées."

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président ajourne l'assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille six cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, M. GOERES, M. MERETTI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2010. LAC/2010/56910. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168912/101.

(100195955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

**C.Gen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 137.849.

*Extrait de la Réunion du Conseil d'Administration du 20 décembre 2010*

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité de transférer le siège social du 9, rue de Saint Hubert, L-1744 Luxembourg au 3-7, rue Schiller L-2519 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Freddy Bracke

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010169014/13.

(100196157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

**MGE Hellenic Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 99.856.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011005142/9.

(110005600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

**Couello Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 106.219.

*Extrait des résolutions prises par l'Actionnaire Unique en date du 8 décembre 2010*

1. Les mandats d'Administrateurs de:

- Madame Chantai MATHU, employée privée, née le 8 mai 1968 à Aye, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

- Madame Betty PRUDHOMME, employée privée, née le 30 janvier 1960 à Arlon, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

- Madame Joëlle BRUWIER, employée privée, née le 16 mai 1967 à Rocourt, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

sont reconduits pour une nouvelle période de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

2. Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, est reconduit pour une nouvelle période de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Fait le 8 décembre 2010.

Certifié sincère et conforme

COUELLO INVESTMENTS S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010169066/24.

(100196120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Dacotrans International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 23.396.

*Auszug der Entscheidungen der Ordentlichen Generalversammlung vom 15. Dezember 2010*

- Nach dem Ableben von Herrn Nicolas KRUCHTEN, ernennt die Versammlung als neues Verwaltungsratsmitglied Herrn Laurent BARNICH, mit beruflicher Anschrift 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg. Sein Mandat als Verwaltungsratsmitglied läuft mit der Generalversammlung welche im Jahre 2012 abgehalten wird, ab.

Luxemburg, den 21. Dezember 2010.

Für die Gesellschaft

Ein Mandatsträger

Référence de publication: 2010169074/14.

(100196184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**De Maupassant, Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue J.-P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 100.063.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme DE MAUPASSANT, en liquidation volontaire, qui s'est tenue en date du 17 novembre 2010 que:

- 1 - les opérations de liquidation de la société ont été définitivement clôturées et que la société a cessé d'exister.
- 2 - les documents et livres de la société sont conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la clôture de la liquidation au 6, avenue Pescatore, L- 2324 Luxembourg.

Luxemburg, le 17 novembre 2010.

Pour Extrait conforme

Fiduciaire Treuconsult S.A.

Le liquidateur

Référence de publication: 2010169078/18.

(100196148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Elystar Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 108.842.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 29 novembre 2010*

*Première résolution*

L'Assemblée Générale accepte la démission d'A&C Management Services S.à r.l. de son poste de Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 22 novembre 2010.

L'Assemblée Générale nomme SD Compta S.à r.l. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 89.036, ayant son siège social au 12, square Général Patton, L-8443 Steinfort, au poste de Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 22 novembre 2010.

Son mandat commencera avec la revue des comptes annuels au 31 décembre 2009 et se terminera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2011.

Pour extrait  
Pour la Société

Référence de publication: 2010169103/18.

(100196147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**RM International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 51.954.

—  
Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011005196/9.

(110005191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Getty Images Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 912.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.444.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte de résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 16 décembre 2010 que M. Tim Murphy, né le 17 juin 1972 à Phoenix, Arizona, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 601 North 34<sup>th</sup> Street, Seattle WA 98103, USA, a été nommé gérant A de la Société, avec effet au 16 décembre 2010 et pour une durée indéterminée, en remplacement de Mme Haeran Kim, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2010169154/17.

(100196152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Geldilux-TS-2005 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.705.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 décembre 2010*

1. La liquidation de la société GELDILUX-TS-2005 S.A. est clôturée.
2. Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse, 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Pour extrait sincère et conforme

Merlis S.à r.l.

Le Liquidateur

Référence de publication: 2010169162/15.

(100196112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Saxon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 152.145.

—  
Il résulte d'une décision prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 14 décembre 2010 que:

- la démission de Monsieur Robert Jan Schol en tant que gérant avec effet au 14 décembre 2010 a été acceptée;

- Monsieur Erik van Os, né le 20 février 1973 à Maastricht (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg a été nommé en tant que nouveau gérant de la Société avec effet immédiat au 14 décembre 2010. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2012;

- la re-élection des gérants suivants a été confirmée: Messieurs Paul van Baarle et Jorge Pérez Lozano. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2012; et

- confirmation que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé par les gérants suivants:

\* Monsieur Paul van Baarle

\* Monsieur Jorge Pérez Lozano

\* Monsieur Erik van Os

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2010.

*Pour la société*

TMF Management Luxembourg S.A.

Signatures

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2010169837/25.

(100194811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2010.

**GMT (Media Mail) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 96.371.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 6 décembre 2010, enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2010, LAC/2010/55484, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR), que la société "GMT (Media Mail) S.à r.l. (en liquidation volontaire), R.C.S Luxembourg Numéro B 96.371, ayant son siège social à L-2540 Luxembourg au 15, rue Edward Steichen, constituée par acte du notaire Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1170 du 7 novembre 2003,

a été clôturée et que par conséquent la société est dissoute.

Les livres et documents de la société resteront déposés et conservés pour une période de cinq ans à partir de ce jour à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 décembre 2010.

*Pour copie conforme*

Référence de publication: 2010169167/21.

(100196127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

**SHIP Investor & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 154.897.

In the year two thousand and ten, on the thirtieth of November.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, (Grand-Duchy of Luxembourg).

is held an extraordinary general meeting of the shareholders of "SHIP Investor & Cy S.C.A." (the "Company"), a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154.897, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 3 August 2010, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 30 September 2010, number 2046, page 98184. The articles of association have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on the 25<sup>th</sup> of November 2010, not yet published.

The meeting is presided by Mrs. Linda HARROCH, maître en droit, residing in Luxembourg, in the chair,

who appoints as secretary Mrs. Valérie-Anne BASTIAN, private employee, residing in Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. To fully restate the articles of association of the Company without amending its purpose.

2. Miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III.- That the entire share capital being represented at the present meeting and all the shareholders represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolution:

#### *Sole resolution*

The meeting of the Shareholders resolves to fully restate the articles of incorporation without amending the purpose clause. The new articles shall read as follows:

**1. Corporate form and Name.** This document constitutes the articles of incorporation (the “Articles”) of “SHIP Investor & Cy S.C.A.” (the “Company”), a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “1915 Law”).

#### **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the “Registered Office”) is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

- a. to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the General Partner; or
- b. to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a “Shareholders’ Resolution”) passed in accordance with these Articles - including Article 11.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law (“Luxembourg Law”).

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company’s nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the General Partner.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

#### **3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the General Partner think fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company’s money and funds in any way the General Partner think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the General Partner think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.8 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.9 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the General Partner incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

#### **5. Share capital.**

5.1 The Company has a share capital of four hundred and sixteen million five hundred and sixty-one thousand nine hundred and ninety-nine British Pounds (GBP 416,561,999.00) represented by four hundred and sixteen million five hundred and sixty-one thousand nine hundred and ninety-nine (416,561,999) ordinary shares, having a par value of one British Pound (GBP 1.00) each, divided into:

- a. four hundred and two million three hundred and eighteen thousand three hundred and eighty-four (402,318,384) ordinary shares of class A (the "Class A Shares", their holders being the "Class A Shareholders");
- b. fourteen million two hundred and forty-three thousand six hundred and thirteen (14,243,613) ordinary shares of class B (the "Class B Shares", their holders being the "Class B Shareholders");
- c. two (2) management shares (the "Management Shares"), held by the unlimited shareholder (actionnaire commandité)."

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

5.4 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

5.5 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

#### **5.6 Authorized Capital**

a. The Company has an un-issued but authorised capital of a maximum amount of five hundred million British Pounds (GBP 500,000,000.00) to be used in order to issue new Shares.

b. The sole purpose of the above authorised capital is to allow the issue of new Shares in exchange of contribution in cash or in kind made by the Shareholders in execution of the capital calls made by the General Partner.

c. The General Partner is authorised to increase, during a period of five years after the date of publication of the minutes of the extraordinary general meeting deciding the amendment of the Articles, in one or several steps, as it may determine from time to time in its discretion, the subscribed share capital. The authorisation may be renewed for a new



period of maximum five years by the general meeting deliberating in accordance with the requirements for amendments to the articles. Subject to any Co-Investor Subscription Agreement, the General Partner is specially authorised to issue the new Shares without reserving for the existing Shareholders the preferential right to subscribe for new Shares.

d. These new Shares may be subscribed in accordance with the terms and conditions determined by the General Partner.

e. In particular, the General Partner may decide to issue the new Shares subject to the constitution of a share premium, the amount and the allocation of which will be freely decided by the General Partner.

f. The General Partner may also determine the date of the issue and the number of new Shares having to be eventually subscribed and issued. It may proceed to such increase without reserving for the existing Shareholders a preferential right to subscribe to the new shares under issuance.

g. The General Partner may delegate to any duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for new Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

h. The General Partner shall designate the person to whom a power of attorney is granted to have the increase of capital and the issue of new Shares enacted by a notary by virtue of a notarial deed on the basis of all the necessary documents evidencing the decision of the General Partner, the above power of attorney, the subscription and the paying up of the new Shares.

i. Upon cash increase of the share capital of the Company by the General Partner within the limits of the authorised share capital, the amount of the authorised capital specified in Article 5.6.1 shall be deemed to be decreased by an amount corresponding to such capital increase. Therefore the amounts specified in Article 5 will be amended accordingly pursuant to the notarial deed enacting the increase of share capital.

## **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible and in registered form.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

**7. Liability of the general partner.** The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Company. The holders of Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

## **8. Management.**

8.1 The Company shall be managed by SHIP Investor S.A., prenamed (herein referred to as the “General Partner”).

8.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided the Supervisory Board (as defined below) as provided for in Article 9.1 hereof appoints an administrator, who need not be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the articles, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

8.3 Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

8.4 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these articles to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board are within the powers of the General Partner.

8.5 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature (s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

## **9. Supervisory board.**

9.1 The affairs of the Company and its financial situation including in particular its books and accounts shall be supervised by a supervisory board (the “Supervisory Board”), comprising at least three (3) members. The Supervisory Board may be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine and may authorize any actions of the General Partner that may, pursuant to law or regulation or under these articles of incorporation, exceed the powers of the General Partner.

9.2 The Supervisory Board shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period which may not exceed six (6) years. The members of the Supervisory Board may be re-elected. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman.

9.3 The Supervisory Board shall be convened by its chairman or by the General Partner.

9.4 A notice in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members of the Supervisory Board at least eight (8) days prior to the date set for such meeting, except in urgent circumstances, in which case the nature of such circumstances shall be set forth

in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Supervisory Board.

9.5 The Supervisory Board can deliberate or act validly only if the members of the Supervisory Board are convened to the meeting in accordance with the above described procedure and if at least the majority of the members are present or represented.

9.6 No notice shall be required in case all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of such Supervisory Board or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the Supervisory Board.

9.7 Any member may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another member as his proxy. A member may represent several of his colleagues.

9.8 Resolutions of the Supervisory Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two members.

9.9 Resolutions are taken by a majority vote of the members present or represented. The resolution supported by the chairman will be adopted, if votes are even.

9.10 Resolutions in writing approved and signed by all the members of the Supervisory Board shall have the same effect as resolutions voted at the Supervisory Board meetings; each member shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. All such documents shall form the record that proves that such resolution has been taken.

9.11 Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

10. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

#### **11. Shareholders' resolutions.**

11.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder. The General Partner shall have one vote for each Management Share of which he is the holder.

11.2 Each of the Advent Investor and the Bain Investor shall be entitled to convene and hold on not less than 48 hours' notice (unless with the consent of the other) any general meeting of Shareholders at such place and time as the Advent Investor or the Bain Investor reasonably determines at which any resolution reasonably required by it will be proposed. The Advent Investor and the Bain Investor must attend a meeting for it to be quorate until such time as the Minority Group holds directly or indirectly less than 10% in the Company (excluding any dilution of its interest that has proportionately the same effect on the Advent Investor and the Bain Investor) whereupon, only the Majority Group must attend for the meeting to be quorate.

11.3 Whilst the Minority Group holds directly or indirectly less than 10% in the Company (excluding any dilution of its interest that has proportionately the same effect on the Advent Investor and the Bain Investor), if within one hour following the time appointed for any meeting a quorum is not present, or if during any meeting a quorum ceases to be present, such meeting shall be adjourned to the next Business Day at the same time and place. Only the Majority Group must attend for such second meeting to be quorate.

11.4 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

11.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by the Shareholders representing two thirds of the Shares and Management Shares together with the consent of the General Partner.

11.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

11.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

#### **12. Business year / Distributions on shares.**

12.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December each year.

12.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the statutory reserve required by law. This allocation shall cease to be required when the amount of the statutory reserve shall have reached ten per cent (10%) of the subscribed Share capital.

12.3 Notwithstanding in the provisions of the Articles, the general meeting of Shareholders, upon recommendation of the General Partner, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

12.4 The General Partner may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

**13. Transfer of securities.** For the purpose of this Article 13, Securities means the Securities owned by the Investors. Any transfer restriction related to the B Shares and other Securities held by holders of B Shares shall be regulated by the Co-Investor Subscription Agreement.

#### General prohibition on transfer

13.1 No transfer of any Securities, or any interest in any Securities, may be made except pursuant to these Articles and any Co-Investor Subscription Agreement and/or Investor Instrument Agreement. For this purpose, an interest in any Securities is deemed to be transferred if a holder of Securities enters into an agreement (other than the Articles, any Co-Investor Subscription Agreement and/or Investor Investment Agreement) with any person in respect of the exercise of votes attached to such Securities.

13.2 Subject to Article 13.3, no Securities may be transferred except:

- a. pursuant to Article 13.4; or
- b. prior to the fifth anniversary of Completion (such period being the "Lock-Up Period"), with the consent of (1) the Advent Investor (in the case of a transfer by Bain Investor) or the Bain Investor (in the case of a transfer by the Advent Investor) (provided that such Advent Investor or Bain Investor is not a Minority Group holding directly or indirectly less than 10% of the equity share capital in Topco (excluding any dilution that has proportionately the same effect on the Advent Investor and the Bain Investor) whereupon such consent will not be required); and (2) The Royal Bank of Scotland plc or its permitted transferees pursuant to clause 14.5 of the Investment Agreement ("RBS"), subject to the provisions of Articles 14 and 16;
- c. following the Lock-Up Period, in accordance with Article 14; or
- d. at any time pursuant to Article 15; or
- e. with the consent of the Advent Investor, the Bain Investor and RBS.

13.3 Notwithstanding Article 13.2, the Investors agree that the restrictions on transfer contained in Article 16 shall apply to transfers by the Investors of their Securities as if the Investors held a direct interest in Topco.

#### Permitted transfers by the Investors

13.4 The following transfers are permitted under this Article 13 (including any agreement in respect of the exercise of votes attached to such Securities):

- a. in the case of an Investor which is an undertaking, a transfer to an Affiliate of that Investor provided that the transferee agrees with the General Partner that if the transferee ceases to be an Affiliate of the Investor, all its Securities will be transferred to the original transferor or another Affiliate of the original transferor;
- b. any transfer of Securities by a holder which is a Fund or by its trustee, custodian or nominee or by an Investment Holding Company or Co-investor:
  - (1) to any trustee, nominee or custodian for such Fund and vice versa;
  - (2) to any shareholder in any such Fund;
  - (3) to any other Fund, or its trustee, nominee or custodian, managed or advised by the same manager or adviser as any such Fund (or an Affiliate of such manager or adviser);
  - (4) to any Investment Holding Company or any trustee, nominee or custodian thereof; or
- c. a transfer on or after an Initial Public Offering provided that such transfer is permitted by any IPO Shareholders' Agreement;
- d. where that transfer is pursuant to and in accordance with Articles 14 or 15;
- e. any transfer between the Investors; or
- f. any transfer to a person who will be, or is, appointed as a chairman and/or director and/or an employee of a Group member.

#### Transfer as a strip

13.5 No person shall transfer any Securities without, at the same time, also transferring an equal proportion of its holding of all Securities.

#### End of transfer restrictions

13.6 Articles 13, 14, 15 and 16 shall cease to apply (except in relation to Securities which are in the process of being transferred) upon the occurrence of a Sale or an Initial Public Offering (subject in the case of an Initial Public Offering to any transfer restrictions contained in an IPO Shareholders' Agreement).

Discretion to refuse to register a transfer

13.7 The General Partner may refuse to register the transfer of Securities if they suspect that the proposed transfer may be fraudulent or in breach of the Articles, provided the transferee is informed of the refusal as soon as practicable and in any event within two months of the transfer being lodged with the Company.

#### **14. Tag-along rights.**

Tag-along mechanism

14.1 Subject to Article 14.8, no transfer of any Securities (or any interest in any Securities) may be made by an Investor (a "Selling Shareholder") unless the proposed Acquirer of such Securities has first made a written offer in accordance with Article 14 to the Non-Selling Shareholders to purchase a number of their Securities proportionate to the number being sold by the Selling Shareholder at the Notified Price, and on no less preferential terms and conditions (including time of payment, form of consideration, representations, warranties, covenants and indemnities (if any), provided they are given on a several basis) as to be paid and given to and by the Selling Shareholder(s) subject to any additional qualifications contained in any Co-Investor Subscription Agreement. The liability of a Tagging Shareholder for any claims under the same shall be pro rata to the number of shares it transfers as a proportion of the total number of shares being transferred subject to this Article 14 and capped at its pro rata share of any cap on such claims, such cap not to exceed the aggregate proceeds received by such Non-Selling Shareholder from such a transfer.

14.2 Each Tagging Shareholder shall transfer the legal and beneficial title to its relevant Securities covered by the Proposed Tag-along Transfer to the relevant Acquirer on the terms set out in this Article 14, by delivering to the Company on or before the date of completion of the Proposed Tag-along Transfer:

(a) if a certificate has been issued in respect of the relevant Securities, the relevant certificates (or an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the Board); and

(b) a duly executed sale agreement or form of acceptance in a form reasonably specified by the Selling Shareholder, in each case against payment of the aggregate consideration due to it.

Costs

14.3 A Tagging Shareholder is responsible for his or its proportionate share of the costs of the Proposed Tag-along Transfer to the extent not paid or reimbursed by the Acquirer or the Company based on his or its number of Shares sold as a proportion of all Shares sold.

Advance notice of tag-along offer

14.4 The Selling Shareholder(s) must give written notice to each Non-Selling Shareholder of each Proposed Tag-along Transfer at least ten Business Days prior to signing a definitive agreement relating to the Proposed Tag-along Transfer providing details of the Acquirer and its proposed price and, to the extent it is able, the other terms and conditions.

Terms of tag-along offer

14.5 The written offer required to be given by the Acquirer under Article 16 must be given not more than five Business Days after the signing of the definitive agreement relating to the Proposed Tag-along Transfer and must be open for acceptance during the Acceptance Period. The Selling Shareholder(s) must deliver or cause to be delivered to the Non-Selling Shareholders copies of all transaction documents relating to the Proposed Tag-along Transfer promptly as the same become available.

Acceptance of tag-along offer

14.6 If a Non-Selling Shareholder wishes to accept the Acquirer's offer under this Article 14, it must do so by means of a written notice to the Selling Shareholder(s) indicating its acceptance of the offer in respect of all of the number of its Shares specified in the written offer.

Effect of no acceptances of tag-along offer

14.7 If some or all of the Non-Selling Shareholders do not accept such offer within the Acceptance Period, the Proposed Tag-along Transfer is permitted to be made:

- a. within 45 Business Days after the expiry of that period;
- b. so long as it takes place on terms and conditions no more favourable in any respect to the Selling Shareholder(s) than those stated in the written offer; and
- c. on the basis that all of the Securities proposed to be sold under the Proposed Tag-along Transfer are transferred.

Exclusions

14.8 The provisions of this Article 14 will not apply to any transfers of Securities:

- a. in respect of which a Drag-Along Notice has been served;
- or
- b. which is a Permitted Transfer;
- c. which is made pursuant to Article 16; or

d. to a new holding company of the Company which is established for the purposes of planning for a reorganization or an Exit and in which the share capital structure (principally the shareholdings) of the Company is and the rights of the Shareholders are replicated in all material respects.

#### **15. Drag-along rights. Drag-along mechanism**

15.1 Subject to the Advent Investor and the Bain Investor first having had the opportunity to exercise their rights under Article 16, if, after the seventh anniversary of Completion, the Advent Investor or the Bain Investor agrees terms for a Proposed Drag-Along Sale with a Purchaser (a "Dragging Shareholder") then, on receipt of written notification from the Dragging Shareholder, all the Dragged Shareholders are bound to transfer such proportion of the total number of their Securities as equals the number of Securities being transferred by the Dragging Shareholder as a proportion of the total number of Securities of the Dragging Shareholder (or such greater number of Securities as may be agreed in any Co-Investor Subscription Agreement) prior to such transfer, on the same terms as agreed by the Dragging Shareholder (save as provided in this Article 15).

15.2 Each Dragged Shareholder shall transfer the legal and beneficial title to its dragged Securities to the Third Party Purchaser(s) on the terms of this Article 15, by delivering to the Company on or before the date of the completion of the Proposed Drag-Along Sale:

a. if a certificate has been issued for the Securities, the relevant certificates (or an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the Board); and

b. a duly executed sale agreement in a form agreed by the Dragging Shareholder under which the Dragged Shareholder will provide (and will use reasonable efforts to cause any security holder participating in such a sale to provide) the same representations and warranties and indemnifications as are provided by the Dragging Shareholder subject to any additional qualifications contained in any Co-Investor Subscription Agreement provided that the liability of a Dragged Shareholder for any claims under the same shall be pro rata to its shareholding as a proportion of the entire issued share capital at that time and capped at its pro rata share of any cap on such claims (such cap not to exceed the aggregate proceeds received by such Dragged Shareholder from such a transfer) and will transfer on the date of the completion of the Proposed Drag-Along Sale the legal and beneficial title to the dragged Securities to the Third Party Purchaser, free from all Security Interests and with full title guarantee against payment of the aggregate consideration due.

#### **Costs**

15.3 Each Dragged Shareholder is responsible for his or its proportionate share of the costs of the Proposed Drag-Along Sale (to the extent not paid or reimbursed by the Third Party Purchaser) based on his or its number of Shares held as a proportion of the entire issued share capital of the Company at that time.

#### **Drag-Along notice**

15.4 The Drag-Along Notice must set out the number of Securities proposed to be transferred, the name and address of the proposed Third Party Purchaser, the proposed amount and form of consideration and any other terms and conditions of payment offered for the Securities. The Drag-Along Notice may make provision for the Dragged Shareholders to elect to receive consideration in the form of shares or preferred equity certificates or loan notes on different terms to those agreed by the Dragging Shareholder, and the proposed Third Party Purchaser may offer a preferred equity certificate and/or a loan note and/or share and/or cash alternative to the Dragging Shareholder and/or Dragged Shareholder or such other combination of securities as agreed in any Co-Investor Subscription Agreement. The Drag-Along Notice must specify a date, time and place for the Dragged Shareholder to execute transfers and pre-emption waivers in respect of their Shares, being a date which is not less than five Business Days after the date of the Drag-Along Notice (and not earlier than the transfer by the Dragging Shareholder). The Drag-Along Notice may be expressed to be conditional upon completion of the sale by the Dragging Shareholder. A Drag-Along Notice shall be valid for a period of 12 months from the date of issue.

15.5 Each of the Advent Investor and the Bain Investor shall cease to have the right to be a Dragging Shareholder once it becomes and whilst it remains a Minority Group.

#### **Execution of transfers and pre-emption waivers**

15.6 If a Dragged Shareholder does not, within five Business Days of the date of the Drag-Along Notice (or on the date specified in the Drag-Along Notice if later than five Business Days after the date of the Drag-Along Notice) execute transfers and pre-emption waivers in respect of his Securities (the "Defaulting Shareholder"), then each member of the Board (individually) is authorised to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Dragged Shareholder each of the documents referred to in Article 15.2 and on the same terms as those accepted by the Dragging Shareholder (including, without limitation, the same form of consideration, which may include shares and/or other security issued by the Third Party Purchaser) and, against receipt by the Company (on trust for the member) of the consideration payable for the Securities. After the Third Party Purchaser or its nominee has been registered as the holder the validity of such proceedings may not be questioned by any person. The Company will deliver the consideration payable for each Dragged Shareholder's Securities held on trust in accordance with this Article 15.6 for a member to that member as soon as practicable following the delivery to the Company by that member of his original share certificate in respect of such Securities or an indemnity for a lost share certificate in a form reasonably acceptable to the Dragging Shareholder.



15.7 The Shareholders acknowledge and agree that the authority conferred under Article 15.6 is necessary as security for the performance by the Dragged Shareholders of their obligations under this Agreement.

15.8 Following the issue of a Drag-Along Notice, if any person becomes a New Member, a Drag-Along Notice is deemed to have been served upon the New Member on the same terms as the previous Drag-Along Notice. The New Member will be bound to sell and transfer all such Securities acquired by him or it to the Third Party Purchaser or as the Third Party Purchaser may direct and the provisions of Article 15.7 shall apply (with necessary modifications) to the New Member save that completion of the sale of such Securities shall take place immediately following the registration of the New Member as a shareholder.

15.9 If, after the seventh anniversary of Completion, the Advent Investor or the Bain Investor (provided that it is not a Minority Group at that time) agrees the terms of a sale to a Third Party Purchaser of more than 50% of the Shares of Topco or all or substantially all of the consolidated assets of Topco, then the Shareholders shall consent to and do all such things as are necessary to enable the Advent Investor or the Bain Investor as appropriate to: (i) invoke the provisions of clause 17 of the Investment Agreement and article 17 of the articles of Topco; or (ii) realise its investment through the sale of the entire issued share capital of such subsidiary or subsidiaries.

#### **16. Right of first offer.**

16.1 Subject to Articles 13.2 and 16.4 if the Advent Investor or the Bain Investor, at any time wishes to transfer any of its Securities, then before such Investor (the "ROFO Shareholder") Transfers any Securities, the ROFO Shareholder shall give notice in writing (the "ROFO Transfer Notice") to the Advent Investor or the Bain Investor as appropriate of its desire to do so and it will not Transfer such Shares unless the following procedures of this Article 16 have been observed.

16.2 The ROFO Transfer Notice:

- a. shall specify the number and class of Securities proposed to be transferred ("Offered Securities");
- b. shall specify the price per Security at which the ROFO Shareholder proposes to Transfer the Offered Securities (the "Prescribed Price");
- c. shall constitute the Company as the ROFO Shareholder's agent to offer to sell to the other Investors (the "Offerees") the Offered Securities in accordance with 16.3;
- d. shall state whether the ROFO Transfer Notice is conditional upon all (and not part only) of the offered shares being sold pursuant to the following provisions of Article 16.3; and
- e. shall not be withdrawn except as provided in Article 16.3.

16.3 The Advent Investor or the Bain Investor as appropriate shall have 45 days to agree and sign a binding sale and purchase agreement for the purchase of the Offered Securities from the ROFO Shareholder. If no agreement is reached within this period, the ROFO Shareholder may: (i) withdraw the ROFO Transfer Notice; or (ii) proceed with the Transfer of the Offered Securities to a third party within 9 months at a price not lower than the Prescribed Price and otherwise on not materially worse terms for the ROFO Shareholder than those offered by the Advent Investor or the Bain Investor as appropriate to the ROFO Shareholder, subject to the condition that any third party transferee must enter into a Deed of Adherence prior to the Transfer of such Offered Securities to it.

16.4 If a Minority Group holds directly or indirectly less than 10% in Topco (excluding any dilution of its interest that has proportionately the same effect on the Advent Investor and the Bain Investor), then the Advent Investor or the Bain Investor which is a Majority Group shall not have to comply with this Article 16.

**17. Dissolution – Liquidation.** In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

**18. Definitions.** When used in these Articles the following terms shall have the meanings set out below, it being understood that any legal term for any action, remedy, method of judicial proceeding, legal document, legal status, court, official or any legal concept of thing shall in respect of any relevant jurisdiction be deemed to include what most nearly approximates in that jurisdiction to the legal term used herein:

"1915 Law" is defined in Article 1;

"A Investor" as defined in the Investment Agreement;

"Acceptance Period" the period beginning with the date of the written offer given pursuant to Article 14 and ending not less than fifteen Business Days after the date of the written offer such period to be specified in the written offer;

"Acquirer" any person or group of persons acting in concert (other than an Investor or its Affiliates or a Permitted Transferee) interested in acquiring Shares from a Selling Shareholder;

"Advent Investor" Advent Ship Luxembourg S.à r.l; "Advent Investor Group" the Advent Investor, Advent and their Permitted Transferees;

"Affiliate" with respect to a person (the "First Person"):

(a) another person that, directly or indirectly through one or more intermediaries, controls, or is controlled by, or is under common control with, the First Person;



(b) a pooled investment vehicle organised by the First Person (or an Affiliate thereof) the investments of which are directed by the First Person (or an Affiliate thereof);

(c) a Fund organised by the First Person for the benefit of the First Person's (or its Affiliates') partners, officers or employees or their dependants;

(d) a successor trustee or nominee for, or a successor by re-organisation of, a qualified trust; or

(e) a person who is associated with the First Person through the provision of consultancy services to or employment by that First Person or to the Group on that First Person's behalf.

"Bain Investor" Bain Capital WP Integral LP; "Bain Investor Group" the Bain Investor, Bain and their Permitted Transferees;

"Business Day" any day, except a Saturday or Sunday or a public holiday in the United Kingdom or Luxembourg, on which banks in the City of London and Luxembourg are open for business;

"Completion" the completion of the Investors' obligation to acquire (and pay for) the Shares and any debt instruments;

"Co-Investor Subscription Agreement" any Co-Investor Subscription or Investment agreement which might be entered into by the Company, the Advent Investor, the Bain Investor and any other Shareholder;

"Co-investor" any entity co-investing alongside a Fund;

"Defaulting Shareholder" a Shareholder who fails to transfer the Transfer Shares in accordance with this Agreement;

"Drag-Along Notice" notice from the Dragging Shareholder to each Dragged Shareholder of any Proposed Drag-Along Sale to be given as soon as practicable after reaching agreement in respect of the Proposed Drag-Along Sale;

"Dragged Shareholders" Shareholders other than the Dragging Shareholder;

"Dragging Shareholder(s)" the Advent Investor or Bain Investor who wishes to sell all its Shares;

"Exit" the date of admission of equity securities to trading on a public securities market pursuant to an Initial Public Offering or the date on which an agreement or agreements for a Sale become unconditional in all respects or the date of a Liquidation;

"Fund":

(a) any collective investment scheme (as defined in FSMA);

(b) any investment professional, high net worth company, high net worth unincorporated association and high value trust (each as defined in the FPO), partnership, limited partnership, pension fund or insurance company;

and (c) any person who is an authorized person under the FSMA;

(d) any subsidiary or parent undertaking of any of the foregoing or any co-investment scheme;

"FPO" the Financial Services and Markets Act (Financial Promotion) Order 2001;

"FSMA" the Financial Services and Markets Act 2000;

"General Partner" SHIP Investor S.A;

"Group" the Company and its subsidiary undertakings from time to time, and "Group member" and "member of the Group" any such entity;

"Initial Public Offering" the first public offering of any class of equity securities by Topco or a subsidiary of Topco (or a new holding company interposed for the purposes of being a successor of Topco or such subsidiary) in the legal form that results in a listing of such class of securities on a public securities market, whether effected by way of an offer for sale, a new issue of shares, an introduction, a placing or otherwise;

"Investment Agreement" any joint venture agreement which might be entered into by Topco and the Company;

"Investment Holding Company" an entity wholly or substantially wholly owned by a Fund;

"Investor(s)" the holders of A Shares from time to time;

"Investor Investment Agreement" any joint venture agreement which might be entered into by the Company, the Advent Investor and the Bain Investor;

"IPO Shareholders Agreement" an agreement for the orderly transition of the Group onto the public markets, including customary terms relating to share transfers

"Liquidation" the making of a winding-up order by a court of competent jurisdiction or the passing of a resolution by members of the Company that the Company be wound-up;

"Majority Group" either the Advent Investor Group or the Bain Investor Group during any period the other such Investor Group has a direct or indirect Shareholding that is smaller than the direct or indirect Shareholding of the Investors Group by 5% or more;

"Minority Group" either the Advent Investor Group or the Bain Investor Group during any period when such Investor Group has a direct or indirect Shareholding that is smaller than the direct or indirect Shareholding of the other Investor Group by 5% or more;

"New Member" a person becoming a new member of the Company due to the exercise of a pre-existing option to acquire Shares in the company following the issue of a Drag-Along Notice;

"Non-Selling Shareholders" each holder of Securities who is not a Selling Shareholder;

"Notified Price" the same price per Security offered by the Acquirer to the Selling Shareholder(s);

"Permitted Transfer" a transfer of Securities pursuant to Article 13, and "Permitted Transferee" shall be construed accordingly;

"Proposed Drag-Along Sale" the proposed sale to a Third Party Purchaser of more than 50% of the Shares of the Company;

"Proposed Tag-along Transfer" the proposed transfer of any Securities by a Selling Shareholder which would result in a person other than a then current Investor or its Affiliates or a Permitted Transferee holding Securities;

"Purchasers" as defined in the recitals hereto;

"Sale" the sale and transfer of all the shares in Topco or the sale of the whole (or substantially the whole) of the consolidated assets and undertakings of Topco;

"Securities" Shares, Management Shares, and any other equity securities or shareholder debt, in each case issued to the Shareholders of the Company from time to time;

"Selling Shareholder" a Shareholder proposing to transfer any Securities (or any interest in any Securities) in the Company;

"Security Interest" includes any mortgage, charge, pledge, lien, encumbrance, hypothecation or assignment or any other agreement or arrangement having the effect of conferring security;

"Shareholders" the holders of A Shares and B Shares;

"Shareholders' Meeting" a meeting of the Company's Shareholders held from time to time in accordance with the rules of the Luxembourg law;

"Shareholding" the Shares held by a Shareholder;

"Shares" the ordinary shares of class A and class B in the capital of the Company, the rights of which are set out in the Articles and "Share" means any of them;

"Tagging Shareholder" a Non-Selling Shareholder who accepts an offer made in accordance with Article 14;

"Third Party Purchaser" bona fide arms-length third party purchaser (being a person or group of persons acting in concert, other than an Investor or its Affiliates) of Securities;

"Topco" Ship Luxco Holding & Cy S.C.A.;

"Transfer" a transfer, sale, assignment, pledge, hypothecation or other disposition, whether directly or indirectly, including pursuant to the creation of a derivative security, the grant of an option or other right, the imposition of a restriction on disposition or voting, by operation of law or by any disposition of an ownership interest in any parent holding company of the relevant person and "Transferred", "Transferor" and "Transferee" shall be construed accordingly.»

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, these persons signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille dix, le trente novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand Duché de Luxembourg),

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions «SHIP Investor & Cy S.C.A.» (la «Société») constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.897, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 3 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 30 septembre 2010, numéro 2046. Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 novembre 2010, non encore publié.

L'Assemblée est sous la présidence de Madame Linda HARROCH, maître en droit, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Valérie-Anne BASTIAN, employée privé, demeurant à Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour*

1. Refonte totale des statuts sans modification de l'objet social.

## 2. Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

### *Résolution unique*

L'assemblée générale décide de procéder à la refonte totale des statuts de la Société sans modifier l'objet social. Les Statuts auront alors la teneur suivante:

**1. Forme et Nom de la société.** Le présent document constitue les statuts (ci-après les «Statuts») de «SHIP Investor & Cy S.C.A.» (ci-après la «Société»), une société en commandite par actions constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi de 1915»).

## **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société (ci-après le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

a. en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché du Luxembourg par l'Actionnaire Commandité; ou

b. en tout autre endroit du Grand Duché du Luxembourg (qu'il soit ou non situé au sein de la même commune) par résolution des actionnaires de la Société (ci-après une «Résolution des Actionnaires») prise en conformité avec les présents Statuts -notamment l'Article 11.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché du Luxembourg notamment la Loi de 1915 (ci-après la «Loi Luxembourgeoise»).

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourrait être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par l'Actionnaire Commandité.

2.4 La Société pourra disposer de bureaux et de succursales tant au sein du Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

## **3. Objet.** L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif de toute sorte et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 de vendre, louer, échanger, de mettre ou de prendre en location et de disposer de tout bien immeuble ou meuble et/ou de la totalité ou d'une partie du fonds de commerce de la Société, pour toute contrepartie que l'Actionnaire Commandité estime adéquate, y compris contre des actions, obligations ou autres titres, totalement ou partiellement libérés, de toute personne, ayant ou non (en totalité ou en partie) un objet similaire à celui de la Société; de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.3 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.4 d'investir et de négocier de l'argent et des fonds de la Société de quelque manière que l'Actionnaire Commandité estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, de lever ou de garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que l'Actionnaire Commandité estime adéquate, y compris l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autres, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie

des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir tout intérêt dans, d'absorber, de fusionner avec, de consolider ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, y compris avec les salariés de la Société;

3.7 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser ou caution, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et l'octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, les dividendes, les intérêts, les commissions, les charges, les escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses tant sur actions que sur autres titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne faisant actuellement partie ou ayant autrement un intérêt direct ou indirect dans la Société ou associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou par hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non libéré de la Société (présent et futur) soit par tout autre moyen; pour les besoins du présent Article 3.7, le terme "garantie" inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou d'autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et de mettre à couvert contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.8 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.9 de faire toutes choses (y compris de conclure, réaliser ou délivrer des contrats, des actes, des accords et des arrangements avec ou en faveur de toute personne) que l'Actionnaire Commandité considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société ne participe jamais à aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est de quatre cent seize millions cinq cent soixante-et-un mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Livres Sterling (GBP 416.561.999,00) représenté par:

5.1.2 quatre cent deux millions trois cent dix-huit mille trois cent quatre-vingt-quatre (402.318.384) actions ordinaires de classe A, (les «Actions A», leurs détenteurs étant les «Actionnaires A»);

5.1.3 quatorze millions deux cent quarante-trois mille six cent treize (14.243.613) actions ordinaires de classe B, (les «Actions B», leurs détenteurs étant les «Actionnaires B»);

5.1.4 deux (2) actions de commandité (les «Actions de Commandités») détenues par l'actionnaire commandité.;

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (ciaprès le «Compte de Prime d'Émission») sur lequel sera versée toute prime payée pour toute Action. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Actionnaire(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

5.3 Le capital souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des Actionnaire s adoptée comme requis pour la modification des présents statuts sociaux.

5.4 La Société peut, sans restriction, accepter des fonds permanents ou d'autres contributions sans émettre d'Actions ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par le(s) Actionnaire(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute, une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

5.5 Toutes les Actions ont des droits égaux, sous réserve de stipulations contraires dans les présents Statuts.

### **5.6 Capital autorisé**

a. La Société dispose d'un capital non émis mais autorisé d'un montant maximum de cinq cent millions de Livres Sterling (GBP 500.000.000,00) destiné à l'émission de nouvelles Actions.

b. Le seul objet du capital autorisé ci-dessus décrit est de permettre l'émission d'Actions nouvelles en échange d'une contribution en numéraire ou en nature par les Actionnaires en exécution des appels de capital de la part de Gérant.

c. Le Gérant est autorisé à augmenter, pendant une période de cinq ans suivant la date de publication des minutes de l'assemblée générale extraordinaire décidant la modification des Statuts, en une ou plusieurs étape(s), comme il pourra le déterminer discrétionnairement, le capital social souscrit. L'autorisation pourra être renouvelée pour une période maximum de cinq ans par l'assemblée générale délibérant conformément aux conditions des modifications des statuts. Le Gérant est autorisé en particulier à émettre les Actions nouvelles sans réserver, au profit des Actionnaires existants, le droit préférentiel de souscription d'Actions nouvelles.

- d. Lesdites Actions nouvelles pourront être souscrites conformément aux conditions générales définies par le Gérant.
- e. En particulier, le Gérant pourra décider d'émettre les Actions nouvelles sous réserve de la constitution d'une prime, dont le montant et l'allocation seront librement décidés par le Gérant.
- f. le Gérant pourra également déterminer la date d'émission et le nombre d'Actions nouvelles devant être éventuellement souscrites et émises. Il pourra procéder à ladite augmentation sans réserver au profit des Actionnaires existants un droit préférentiel de souscription d'Actions nouvelles en cours d'émission.
- g. le Gérant pourra déléguer à toute personne dûment habilitée les attributions d'acceptation des souscriptions et d'encaissement des paiements des Actions nouvelles représentant tout ou partie desdites augmentations de capital.
- h. le Gérant désignera la personne à laquelle une procuration sera délivrée afin que l'augmentation de capital et l'émission d'Actions nouvelles soient constatées par acte authentique par devant notaire en vertu d'un acte notarié sur présentation de toutes les pièces justificatives prouvant la décision du Gérant, la procuration ci-avant, ainsi que les souscriptions et les libérations des Actions nouvelles.
- i. Lors de l'augmentation en numéraire du capital social de la Société par le Gérant dans les limites du capital social autorisé, le montant du capital autorisé mentionné à l'Article 5.6.1 sera réputé avoir été réduit d'un montant correspondant à ladite augmentation de capital. Par conséquent, les montants mentionnés à l'Article 5 seront modifiés en conséquence conformément à l'acte notarié authentifiant l'augmentation du capital social.

## **6. Indivisibilité des actions.**

- 6.1 Chaque Action est indivisible et enregistrée.
- 6.2 Une Action peut être enregistrée au nom de plusieurs personnes sous réserve que tous les détenteurs d'une Action notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux devra être considéré comme leur représentant; la Société s'adressera à ce représentant comme s'il était l'unique Actionnaire au regard de cette Action notamment eu égard à l'exercice du droit de vote, aux dividendes ainsi qu'à tous autres droits à paiement.

**7. Responsabilité du gérant.** Le Gérant est conjointement et individuellement responsable pour toutes les obligations de la Société. Les détenteurs d'Actions s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque capacité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits en qualité d'Actionnaires lors des assemblées générales et ne seront responsables que dans la mesure de leurs apports à la Société.

## **8. Gérance.**

- 8.1 La Société est administrée par SHIP Investor S.A., précitée (désignée aux présentes le «Gérant»).
- 8.2 En cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation permanente empêchant le Gérant d'agir en tant que Gérant de la Société, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et mise en liquidation, à condition que le Conseil de Surveillance (tel que défini ci-après), conformément aux dispositions de l'Article 9.1 des présentes, nomme un administrateur, qui ne sera pas nécessairement un actionnaire, pour effectuer les tâches urgentes ou simplement la gestion courante, jusqu'à ce qu'une assemblée générale des actionnaires soit tenue, assemblée que ledit administrateur devra convoquer dans un délai de quinze (15) jours suivant sa nomination. Lors cette assemblée générale, les Actionnaires pourront nommer, en respectant les conditions de quorum et de majorité applicables pour la modification des statuts sociaux, un gérant successeur. En cas d'échec de cette nomination, la Société sera dissoute et mise en liquidation.
- 8.3 Ladite nomination d'un gérant successeur ne sera pas soumise à l'approbation du Gérant.
- 8.4 Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans le cadre de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts sociaux à l'assemblée générale des Actionnaires ou au Conseil de Surveillance sont attribués au Gérant.
- 8.5 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la seule signature du Gérant ou par la signature de toute autre personne à laquelle ce pouvoir aura été délégué par le Gérant.

## **9. Conseil de surveillance.**

- 9.1 Les affaires de la Société et sa situation financière en ce compris en particulier les livres comptables et les comptes seront supervisées par un conseil de surveillance (ci-après le «Conseil de Surveillance»), comprenant au moins trois (3) membres. Le Conseil de Surveillance pourra être consulté par le Gérant sur les sujets que le Gérant déterminera et pourra autoriser toutes les actions Gérant qui, en vertu de la loi ou des règlements ou dans le cadre des présents statuts sociaux, excèdent les pouvoirs du Gérant.
- 9.2 Le Conseil de Surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période ne pouvant pas excéder six (6) ans. Les membres du Conseil de Surveillance pourront être réélus. Le Conseil de Surveillance pourra élire un de ses membres comme président.
- 9.3 Le Conseil de Surveillance sera convoqué par son président ou par le Gérant.
- 9.4 Une convocation par écrit par télégramme, télex, télécopie, e-mail ou par tout autre moyen de communication similaire pour une réunion du Conseil de Surveillance sera délivrée à tous les membres du Conseil de Surveillance au moins huit (8) jours avant la date prévue pour ladite réunion, excepté en cas d'urgence, auquel cas la nature des circonstances sera exposée dans la convocation à la réunion. Ces convocations pourront être écartées par un consentement donné par écrit, par télégramme, télex, télécopie, e-mail ou par tout autre moyen de communication similaire. Une

convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions tenues à des dates et à des endroits fixés lors d'une résolution adoptée par le Conseil de Surveillance.

9.5 Le Conseil de Surveillance ne pourra délibérer ou agir valablement que si les membres du Conseil de Surveillance sont convoqués à une réunion conformément à la procédure décrite ci-avant et si au moins la majorité des membres est présente ou représentée.

9.6 Aucune convocation ne sera requise au cas où tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à une réunion dudit Conseil de Surveillance ou dans le cadre de résolutions écrites approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance.

9.7 Tout membre pourra agir dans toute réunion en nommant par écrit, par télégramme, télex, télécopie, e-mail ou par tout autre moyen de communication similaire, un autre membre pour être son mandataire. Un membre pourra représenter plusieurs de ses collègues.

9.8 Les résolutions du Conseil de Surveillance seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion. Des copies d'extraits desdits procès-verbaux destinées à être produites au cours de procédures judiciaires ou dans un autre contexte seront valablement signées par le président de la réunion ou par deux membres.

9.9 Les résolutions seront adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Les résolutions soutenues par le président seront adoptées, si les votes sont partagés.

9.10 Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance auront les mêmes effets que les résolutions votées à une réunion du Conseil de Surveillance; chaque membre approuvera ces résolutions par écrit, par télégramme, télex, télécopie, e-mail ou par tout autre moyen de communication similaire. Tous ces documents formeront le procès-verbal qui prouve que ces résolutions ont été adoptées.

9.11 Les membres du Conseil de Surveillance pourront participer à toute réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication similaire sous réserve que chaque participant soit en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants à la réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite réunion.

**10.** Aucun contrat ni aucune autre transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ne sera affectée ou invalidée par le fait que le Gérant ou un ou plusieurs des administrateurs ou des fondés de pouvoirs du Gérant aura ou auront un intérêt personnel dans, ou est administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé de ladite autre société ou entreprise. Tout administrateur ou fondé de pouvoir du Gérant ayant des fonctions d'administrateur ou de fondé de pouvoir ou salarié dans une société ou dans une entreprise avec laquelle la Société conclura un contrat ou s'engagera autrement en affaires ne se verra pas, en raison d'une telle affiliation avec ladite société ou entreprise, empêché de considérer et de voter en des matières relatives audit contrat ou aux autres affaires.

## **11. Résolutions des actionnaires.**

11.1 Chaque Actionnaire disposera d'une voix pour chaque Action qu'il détiendra. Le Gérant disposera d'une voix pour chaque Action de Commandité qu'il détiendra.

11.2 Chacun de l'Investisseur Advent et de l'Investisseur Bain est habilité à convoquer et à tenir, sur préavis d'au moins 48 heures (sauf avec le consentement de l'autre), toute assemblée générale des Actionnaires aux lieux et date que l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain déterminera raisonnablement et au cours de laquelle une résolution raisonnablement nécessaire sera proposée. L'Investisseur Advent et l'Investisseur Bain devront assister à la réunion afin que le quorum de présence soit atteint, tant que le Groupe Minoritaire détiendra directement ou indirectement, moins de 10% dans la Société (à l'exception de toute dilution de sa participation qui aurait proportionnellement le même effet sur l'Investisseur Advent et l'Investisseur Bain), après quoi, seul le Groupe Majoritaire devra assister à l'assemblée générale des Actionnaires afin que le quorum de présence soit respecté.

11.3 Tant que le Groupe Minoritaire détiendra directement ou indirectement, moins de 10% des Actions de la Société (à l'exception de toute dilution de sa participation qui aurait proportionnellement le même effet sur l'Investisseur Advent et l'Investisseur Bain), si dans l'heure suivant l'heure fixée en vue de la tenue d'une assemblée générale des Actionnaires, le quorum n'est pas atteint, ou si au cours d'une assemblée, le quorum cesse d'être atteint, cette assemblée devra être reportée jusqu'au prochain jour ouvrable au même lieu et place. Seul le Groupe Majoritaire devra assister à cette seconde assemblée pour atteindre le quorum nécessaire.

11.4 Les Actionnaires ne pourront changer la nationalité de la Société ni obliger l'accroissement de la participation des Actionnaires dans la Société qu'à l'unanimité des voix des Actionnaires.

11.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne pourra être adoptée que par une majorité en nombre des Actionnaires détenant au moins les deux tiers des Actions et des Actions de Commandité ainsi qu'avec le consentement du Gérant.

11.6 Une assemblée des Actionnaires pourra valablement débattre et prendre des décisions sans respecter tout ou partie des conditions et des formalités de convocation préalable si tous les Actionnaires ont renoncé aux conditions et aux formalités de convocation, soit par écrit ou, lors de ladite Assemblée des Actionnaires, en personne ou par un représentant autorisé.



11.7 Un Associé pourra être représenté à une assemblée des Actionnaires en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne devra pas être nécessairement un Actionnaire.

## 12. Exercice social / Distributions sur actions.

12.1 L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

12.2 Du bénéfice net annuel de la Société, cinq pour cent (5 %) seront alloués à la constitution de la réserve légale fixée par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit.

12.3 Nonobstant les dispositions des Statuts, l'assemblée générale des Actionnaires, sur recommandation de l'Actionnaire Commandité, déterminera la manière dont le solde du bénéfice annuel sera affecté.

12.4 Le Gérant peut décider de payer des acomptes sur dividendes à l'Actionnaire ou aux Actionnaires avant la fin de l'exercice sur la base d'une déclaration de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes devant être allouées à une réserve à établir conformément à la Loi de 1915 ou ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par le ou les Actionnaire(s) concernés.

**13. Transferts de titres.** Pour les besoins de cet article 13, les Titres signifient tous les Titres détenus par les Investisseurs. Toute restriction de transfert sur les Actions B ou autres Titres détenus par les Investisseurs B seront règlementées par tout Pacte de co-Investissement.

### Interdiction générale de transferts

13.1 Aucun transfert de Titres, ou tout intérêt dans des Titres, ne peut être fait autrement qu'en conformité avec les Statuts et tout Pacte de co-Investissement et tout Pacte d'Actionnaires. A cet effet, un intérêt dans des Titres est considéré être transféré si un détenteur de ces Titres a conclu un contrat (autre que les Statuts, et/ou Pacte de co-Investissement et/ou tout Pacte d'Actionnaires) avec toute personne à l'égard de l'exercice des droits de votes liés à ces Titres.

13.2 Soumis aux dispositions de l'article 13.3, aucun Titres ne pourra être transféré à l'exception:

- a. d'un transfert tel que prévu par les dispositions de l'article 13.4; ou
- b. avant le cinquième anniversaire de l'Achèvement (une telle période étant définie comme la "Période Lock-Up"), avec le consentement de:

(1) l'Investisseur Advent (dans le cas d'un transfert par l'Investisseur Bain) ou l'Investisseur Bain (dans le cas d'un transfert par l'Investisseur Advent) (pour autant que cet Investisseur Advent ou Investisseur Bain ne soit pas un Groupe Minoritaire détenant directement ou indirectement moins de 10% du capital social de Topco (excluant toute dilution ayant proportionnellement le même effet sur Investisseur Advent ou Investisseur Bain) et dans ce cas un tel accord ne serait pas requis); et

(2) The Royal Bank of Scotland plc («RBS») ou ses cessionnaires autorisés conformément aux dispositions du Pacte d'Actionnaire, soumis aux dispositions des articles 14 et 16;

- c. après une Période de Lock-Up, en conformité avec les dispositions de l'article 14; ou
- d. à tout moment en conformité avec les dispositions de l'article 15; ou
- e. avec l'accord de l'Investisseur Advent, l'Investisseur Bain et RBS.

13.3 en dépit des dispositions de l'article 13.2, les Investisseurs s'accordent à ce que les restrictions sur les transferts contenus à l'article 16 s'appliqueront aux transferts par les Investisseurs de leurs Titres comme si ils détenaient directement un intérêt dans Topco.

### Transferts autorisés par les Investisseurs

13.4 Les transferts suivants sont autorisés en vertu de l'article 13 (y compris tout accord sur l'exercice de votes liés à ces Titres):

a. dans le cas d'un Investisseur qui est une entreprise, un transfert à un Affilié de cet Investisseur à condition que le cessionnaire s'accorde avec le Gérant que si le cessionnaire cesse d'être un Affilié de l'Investisseur, tous ses Titres seront transférés au cédant d'origine ou à un autre Affilié du cédant d'origine;

b. tout transfert de Titres par un détenteur qui est un Fonds ou par son fiduciaire, dépositaire, propriétaire pour compte ou par une Société Holding d'Investissement ou un Co-Investisseur:

- (1) à un fiduciaire, un mandataire ou dépositaire pour ce fonds, et vice versa;
- (2) à tout porteur de parts, actionnaire, associé, participant, gestionnaire ou conseiller dans un tel fonds;
- (3) à tout Fonds, ou son fiduciaire, propriétaire pour compte ou dépositaire, géré ou conseillé par le même gestionnaire ou conseiller de ce Fonds;
- (4) à tout Co-Investisseur ou son fiduciaire, propriétaire pour compte ou dépositaire de celui-ci, ou
- (5) à toute Société Holding d'Investissement ou tout fiduciaire, propriétaire pour compte ou dépositaire de celle-ci;

c. un transfert au jour de ou après une Offre Publique Initiale à condition que ce transfert soit autorisé par le Pacte d'Actionnaires IPO;

d. lorsque ce transfert est en conformité avec les articles 14 ou 15, ou

e. tout transfert entre les Investisseurs; ou

f. tout transfert à une personne qui sera, ou est nommé président et/ou directeur et/ou employé d'un membre du Groupe.

Transfert d'Instruments de Dette

13.5 Nul ne peut transférer de Titres sans au même moment transférer une proportion équivalente de ses Actions.

Fins des restrictions de transfert

13.6 Les articles 13, 14, 15 et 16 cessent de s'appliquer (sauf en ce qui concerne les Titres qui sont en train d'être transférées) à la survenance d'une vente ou une Offre Publique Initiale soumis aux restrictions de transfert contenues dans le Pacte d'Actionnaires IPO.

Pouvoir discrétionnaire de refuser d'enregistrer le transfert

13.7 Le Gérant peut refuser d'enregistrer le transfert d'une Action à condition que le cessionnaire est informé du refus dès que possible et dans tous les cas, dans les deux mois de la cession déposée auprès de la Société, sauf s'il soupçonne que le transfert proposé est frauduleux.

#### **14. Droits de sortie conjointe. Mécanisme de la Sortie Conjointe**

14.1 Sous réserve des dispositions de l'article 14.8, aucun transfert de Titres (ou tout intérêt dans des Titres) ne peut être fait par un Investisseur (l'«Actionnaire Sortant») à moins que l'Acquéreur des Titres ait fait une offre écrite auparavant, conformément à l'article 14 aux Actionnaires Non-Cédants d'acheter un nombre de leurs Titres proportionnellement au nombre soumis à la cession par l'Actionnaire Sortant au Prix Notifié et à des conditions non moins préférentielles (y compris l'heure du paiement, la forme de considération, représentations, garanties, engagements et indemnités (le cas échéant) à condition qu'elles soient données sur plusieurs base) devant être payé et donné à et par l'Actionnaire Sortant sous couvert de qualification additionnelles contenues dans le Pacte de Co-Investissement. La responsabilité de l'Actionnaire Cédant pour toute réclamation se fera au prorata de sa participation en tant que proportion du capital social émis à cette époque soumis aux dispositions de l'article 14 et plafonné à sa quote-part de n'importe quel plafond sur de telles revendications, un tel plafonnement ne pouvant excéder les revenus reçus par l'Actionnaire Non Cédant pour un tel transfert.

14.2 Chaque Actionnaire Cédant devra transférer le titre légal et bénéficiaire de ses Titres couverts par la Cession Conjointe à l'Acquéreur concerné aux conditions énoncées dans le présent article 14, en les délivrant à la Société à ou vers la date d'achèvement de la Cession Conjointe:

a. si un certificat a été délivré à l'égard des Titres, les certificats concernés (ou une indemnité à l'égard de celle-ci sous une forme satisfaisante pour le Conseil), et

b. un contrat de vente dûment signé ou le formulaire d'acceptation sous une forme raisonnablement indiquée par l'Actionnaire Cédant, dans chaque cas, contre paiement de la contrepartie totale qui lui est dû.

Coûts

14.3 Un Actionnaire Cédant est responsable de son ou sa quote-part des coûts de la Cession Conjointe dans la mesure où non payée ou remboursée par l'Acquéreur ou la Société en fonction, de son ou de ses Actions vendues en tant que proportion de toutes les Actions vendues.

Préavis d'offre de Cession Conjointe (tag-along)

14.4 L'Actionnaire Cédant (s) doit donner une notification écrite à chaque Actionnaire Non-Cédant de chaque Proposition de Cession Conjointe dans les dix Jours Ouvrables avant de signer un accord définitif concernant la Proposition de Cession Conjointe en fournissant les détails de l'Acquéreur et son prix proposé et, dans la mesure où il est capable, les autres conditions contractuelles.

Conditions de l'offre de Cession Conjointe (tag-along)

14.5 L'offre écrite qui doit être donnée par l'Acquéreur, en vertu de l'article 16, doit être donnée dans les cinq Jours Ouvrables après la signature de l'accord définitif concernant la Cession Conjointe et doit être ouvert à l'acceptation au cours de la Période d'Acceptation. L'Actionnaire Cédant (s) doit remettre ou faire remettre des copies aux Actionnaires Non-Cédants de tous les documents relatifs à la Cession Conjointe rapidement aussitôt qu'ils sont disponibles.

Acceptation de l'offre de Cession Conjointe (Tag-along)

14.6 Si un Actionnaire Non Cédant souhaite accepter cette offre de l'Acquéreur en vertu de l'article 14, il doit le faire par un avis écrit aux Actionnaires Cédants en indiquant son acceptation de l'offre à l'égard de la totalité du nombre de ses Actions spécifiées dans l'offre écrite.

Effet de la non acceptation de l'offre de Cession Conjointe (tag-along)

14.7 Si certains ou l'ensemble des Actionnaires Non-Cédants n'acceptent pas une telle offre au cours de la Période d'Acceptation, la Cession Conjointe est autorisée à être réalisée:

a. dans les 45 Jours Ouvrables après l'expiration de cette période;

b. tant qu'il se déroule selon des modalités et conditions pas plus favorables à tous égards envers l'Actionnaire Cédant (s) que celles indiquées dans l'offre écrite, et

c. sur la base que la totalité des Titres proposés à la vente dans le cadre de la Cession Conjointe soit transférée.

#### Exclusions

14.8 Les dispositions de l'Article 14 ne s'appliqueront pas à tout transfert de Titres:

a. à l'égard de laquelle une Notification de Cession Conjointe a été signifiée, ou

b. qui est un Transfert Autorisé, ou

c. qui est réalisé conformément aux dispositions de l'article 16; ou

d. à une nouvelle société de participation laquelle est créée aux fins de la planification pour une réorganisation ou une Sortie et dans laquelle la structure du capital (principalement l'actionnariat) de la Société est ainsi que les droits des Actionnaires sont reproduits dans tous les aspects significatifs.

### 15. Obligations de sortie conjointe.

#### Mécanisme de la Sortie Forcée

15.1 Soumis au fait que l'Investisseur Advent et l'Investisseur Bain ait eu d'abord l'opportunité d'exercer leur droit conformément à l'article 16, si après le septième anniversaire de l'Achèvement, l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain accepte les termes d'une Sortie Forcée avec un Acquéreur (l'«Acquéreur Forçant»), alors à la réception d'une notification écrite de l'Actionnaire Forçant, tous les Actionnaires Forcés sont tenus de transférer le une proportion du nombre total de leurs Titres équivalent au nombre de Titres transférés par l'Actionnaire Forçant comme une proportion du nombre total de Titres de l'Actionnaire Forçant (ou un tel montant de Titres tel que pouvant être accepté dans un Pacte de Co-Investissement) avant un tel transfert, aux mêmes conditions que celles acceptées par l'Actionnaire Forçant (à l'exception des dispositions de l'article 15).

15.2 Chaque Actionnaire Forcé doit transférer le titre légal et bénéficiaire de ses Actions Forcées (et/ou Titres de Créance à un Tiers Acquéreur (s) sur les termes de cet article 15, en remettant à la Société à ou avant la date de l'achèvement de la Sortie Forcée;

a. si un certificat a été émis pour les Titres, les certificats en question (ou une indemnité à l'égard des présentes sous une forme satisfaisante pour le Conseil), et

b. un contrat de vente dûment signé sous une forme convenue par l'Actionnaire Forçant en vertu de laquelle l'Actionnaire Forcé fournira (et fournira les efforts raisonnables pour qu'un détenteurs de titres participant à la vente fournisse) les assurances et les garanties à l'égard de son titre et sa possession des Titres tels que fournis par l'Actionnaires Forçant à la condition que des qualifications garanties additionnelles contenues dans un Pacte de Co-Investissement étant entendu que la responsabilité de l'Actionnaire Forcé pour toute réclamation se fera au prorata de sa participation en tant que proportion du capital social émis à cette époque et plafonné à sa quote-part de n'importe quel plafond sur de telles revendications (un tel plafonnement ne pouvant excéder les revenus reçus par l'Actionnaire Forcé pour un tel transfert) et transférera à la date de l'achèvement de la Sortie Forcée, le titre légal et bénéficiaire de ses Titres forcés au Tiers Acquéreur, libres de toute Sûretés Réelles et avec tout titre garante contre le paiement de la contrepartie ainsi due.

#### Coûts

15.3 Chaque Actionnaire Forcé est responsable de son ou sa quote-part des coûts de la Sortie Forcée dans la mesure où non payée ou remboursée par le Tiers Acquéreur, en fonction, de son ou de ses Titres en tant que proportion du capital social à ce moment précis.

#### Notification de Sortie Forcée (Drag along)

15.4 La Notification de la Sortie Forcée doit indiquer le nombre de Titres qu'il est proposé de transférer, le nom et l'adresse au Tiers Acquéreur, le montant proposé et la contrepartie proposée et tous les autres conditions contractuelles de paiement proposé des Titres. La Notification de Sortie Forcée peut mentionner que les Actionnaires Forcés peuvent demander de recevoir une contrepartie en actions ou titres de créance selon des conditions différentes de celles acceptées par l'Actionnaire Forçant, et le Tiers Acquéreur proposé peut offrir des actions et ou des titres de créance et / ou un prêt et/ou à du liquide comme alternative à l'Actionnaire Forçant et/ou Actionnaires ou tout autre combinaison telle que prévue dans tout Pacte de Co-Investissement. La Notification de Sortie Forcée doit indiquer une date, une heure et un lieu pour l'exécution par l'Actionnaire Forcé les transferts et les abandons de droits de préemption relatifs à leurs Actions et cette date ne pourra pas être moins de cinq Jours Ouvrables suivant la date de la Notification de la Sortie Forcée (et pas avant le transfert fait par l'Actionnaire Forçant). La Notification de Sortie Forcée peut être être subordonnée à la réalisation conditionnée à la vente par l'Actionnaire Forçant. Une Notification de Sortie Forcée sera valable pendant une durée de 12 mois à partir de sa date d'émission.

15.5 Chacun de l'Investisseur Advent ou Investisseur Bain cessera de disposer de ce droit d'être un Actionnaire Forçant dès qu'il deviendra and restera un Groupe Minoritaire.

#### Exécution ou transfert et abandon des droits de préemption

15.6 Si un Actionnaire Forcé n'exécute pas ou ne signe pas de transfert et d'abandon de droit de préemption relatifs à ses Actions dans les cinq (5) Jours Ouvrables de la date de la Notification de la Sortie Forcée (ou à la date prévue dans la Notification de la Sortie Forcée si elle excède cinq Jours Ouvrables après la date de la Notification de la Sortie Forcée

(«L'Actionnaire Défaillant») alors chaque membre du Conseil (individuellement) est autorisé de signer, compléter et délivrer les documents de transfert nécessaires au nom de l'Actionnaire Forcé chacun des documents visés à l'article 15.2 et, suivant réception et dans les mêmes conditions que celles acceptées par l'Actionnaire Forçant (y compris, sans limitation, la même forme de considération, qui peut inclure les Actions et / ou autre valeur mobilière émise par le Tiers Acquéreur) et, contre accusé de réception par la Société (en fidéicommiss pour les membres) de la contrepartie à payer pour les Titres. Une fois le Tiers Acquéreur ou son nommée est été inscrit en tant que détenteur des Actions, la validité de cette opération ne pourra être mise en cause par personne. La Société remettra la contrepartie à payer pour les Titres de chaque Actionnaire Forcés détenus en fiducie conformément à l'article 15.6 pour un membre de ce membre dès que possible après la remise à la Société par ce membre de son certificat d'actions d'origine à l'égard de ces Titres ou une indemnité pour un certificat d'actions perdu dans une forme raisonnablement acceptable par l'Actionnaire Forçant.

15.7 Les Actionnaires reconnaissent et acceptent que le pouvoir conféré en vertu de l'article 15.6 est nécessaire pour garantir l'exécution des obligations des Actionnaires Forcés en vertu de ces Statuts.

15.8 À la suite de la délivrance d'une Notification de Sortie Forcée, si une personne devient un Nouveau membre, une notification de Sortie Forcée est réputée avoir été signifiée au Nouveau Membre dans les mêmes conditions que la précédente Notification de Sortie Forcée. Le Nouveau membre sera tenu de vendre et de transférer tous les Titres acquis par lui à un Tiers Acquéreur ou comme le Tiers Acquéreur peut ordonner et les dispositions de l'article 15.7 sont applicables (avec les adaptations nécessaires) au Nouveau Membre sauf que l'achèvement de la vente de ces Titres doit avoir lieu immédiatement après l'enregistrement du Nouveau Membre en tant qu'Actionnaire.

15.9 Si après le septième anniversaire de l'Achèvement, l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain (pour autant qu'il ne soit pas devenue un Groupe Minoritaire à ce moment précis), accepte les termes de la vente à un Tiers Acquéreur de plus de 50% des Actions de Topco ou tout ou une partie substantielle des actifs de Topco, alors les Actionnaires devront consentir de faire tout ce qui est nécessaire pour permettre à l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain (i) d'invoquer les dispositions de la clause 17 du Pacte d'Actionnaire et article 17 des statuts de Topco, ou (ii) de réaliser son investissement au travers d'une vente de l'intégralité du capital social de cette filiale ou filiales.

## **16. Droit de première offre.**

16.1 Sous réserve des l'article 13.2 et 16.4 si l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain, à tout moment, souhaite transférer ses Titres, puis, avant que de tel Investisseur (l'Actionnaire «ROFO») ne Transfère tout Titres, l'Actionnaire ROFO devra informer par écrit («l'Avis de Transfert «ROFO») à l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain de son souhait de le faire et aucun Titres de ce type ne sera transférée sauf si les procédures de l'Article 16 sont respectées.

16.2 L'Avis de Transfert ROFO:

- a. doit préciser le nombre et la catégorie de Titres proposées d'être transférées («Titres Offerts»);
- b. doit préciser le prix par Titre auquel l'Actionnaire ROFO propose de transférer les Titres Offerts (le «Prix Prescrit»);
- c. doit constituer la Société comme mandataire de l'Actionnaire ROFO pour offrir de vendre à des investisseurs autres (les «Destinataires») les Titres Offerts conformément à l'Article 16.3;
- d. doit indiquer si l'Avis de Transfert ROFO est subordonné à tous (et pas seulement en partie) les Titres Offerts en vente conformément aux dispositions de l'Article 16.3;
- e. ne doit pas être retirée, sauf comme prévu à l'Article 16.3.

16.3 L'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain disposera de 45 jours pour accepter l'achat de Titres Offerts de l'Actionnaire ROFO. Si aucun accord n'est conclu dans ce délai, l'Actionnaire ROFO peut: (i) retirer l'Avis de Transfert de ROFO, ou (ii) procéder au Transfert de Titres Offerts à un tiers dans les 9 mois à un prix non inférieur au Prix Prescrit et par ailleurs dans des conditions non inférieures pour l'Actionnaire ROFO que celles offerts par l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain à l'Actionnaire ROFO, sous condition que tout tiers cessionnaire doit signer un contrat d'adhésion par rapport à tout Pacte d'Actionnaires applicable avant le Transfert de tels Titres Offerts.

16.4 Si un Groupe Minoritaire détient directement ou indirectement moins de 10% dans Topco (excluant toute dilution de sa participation qui aurait proportionnellement le même effet sur l'Investisseur Advent et sur l'Investisseur Bain), alors l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain qui est le Groupe Majoritaire ne sera pas dans l'obligation de respecter les provisions de cette Article 16.

**17. Dissolution – Liquidation.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée des actionnaires ayant décidé cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

**18. Définitions.** Lorsqu'ils sont utilisés dans ces Articles, les termes suivants ont le sens indiqué ci-dessous, étant entendu que toute expression juridique pour toute action, recours, méthode de procédure judiciaire, document juridique, statut juridique, tribunal, fonctionnaire ou de toute notion juridique de chose est à l'égard de toute juridiction compétente sont réputés d'inclure ce qui se rapproche le plus de cette juridiction pour le terme juridique utilisé dans les présentes:

«Acquéreur» désigne toute personne ou groupe de personnes agissant de concert (autre qu'un Investisseur ou ses Affiliés ou un Investisseur Cessionnaire Autorisé de l'Investisseur) intéressé à acquérir des actions d'un Actionnaire Sortant;

«Actionnaires» signifie les détenteurs d'Actions A et d'Actions B;

- «Actionnaires Forçant» désigne l'Investisseur Advent ou l'Investisseur Bain qui souhaite vendre toutes ses Actions;
- «Actionnaires Défaillants» désigne un Actionnaire qui omet de transférer les Actions de transfert en conformité avec les dispositions énoncées à l'article 15.15;
- «Actionnaires Forcés» désigne les Actionnaires autres que les Actionnaires Forçants;
- «Actionnaires Non Cédants» désigne tous porteurs d'actions qui ne sont pas des Actionnaires Cédants; «Actionnaire Tagging» désigne un Actionnaire Non cédant qui accepte une offre faite conformément à la clause 14;
- «Actions» signifie les actions de classe A et de classe B dans le capital de la Société, dont les droits sont définis dans ces Statuts et «Action» signifie l'une d'entre elles;
- «Affiliée» par rapport à une personne (la «Première Personne»):
- (a) une autre personne qui, directement ou indirectement par un ou plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Première personne;
  - (b) un véhicule commun de placement organisé la Première personne (ou un de ses Affiliés) dont les investissements sont dirigés par la première personne;
  - (c) un fonds organisé par la Première personne pour le bénéfice des associés (ou ses filiales), dirigeants ou employés ou leurs personnes à charge de la Première personne; ou
  - (d) un fiduciaire successeur ou la personne désignée pour, ou un successeur en réorganisation d'une fiducie admissible;
- «Achèvement» signifie l'achèvement des obligations des Investisseurs d'acquérir (et payer) les Actions et de tout titre de créance.
- «Assemblée des Actionnaires» désigne une réunion des Actionnaires de la Société se tenant ponctuellement conformément aux règles du droit luxembourgeois;
- «Co-Investisseur» désigne toute entité qui co-investit avec un Fonds;
- «Conseil» désigne le conseil d'administration du Gérant;
- «Détention» signifie les Actions détenue par un Actionnaire;
- «Fonds» désigne
- (a) tout programme d'investissement collectif (tel que défini dans la FSMA);
  - (b) toute société professionnelle d'investissements haut de gamme, toute association dénuée de la personnalité morale et toute entreprise de haut de gamme (chacune d'entre elles étant définie dans la FPO), toute association, toute société à responsabilité limitée, tout fonds de pension ou toute compagnie d'assurance;
  - (c) toute personne qui soit une personne habilitée dans le cadre de la FSMA; et
  - (d) toute filiale ou société mère s'engageant dans l'une des activités ci-avant ou dans un programme d'investissement;
- «FSMA» désigne la Loi de 2000 relative aux Services et aux Marchés Financiers;
- «Groupe» désigne la Société, ses filiales ponctuellement et le terme «membre du Groupe» désigne chacune des dites entités;
- «Groupe d'Investisseur Advent» désigne l'Investisseur Advent, Advent et ses Cessionnaires Autorisés;
- «Groupe d'Investisseur Bain» désigne l'Investisseur Bain, Bain et ses Cessionnaires Autorisés;
- «Groupe Majoritaire» signifie le Groupe d'Investisseur Advent ou le Groupe d'Investisseur Bain pendant une période ou l'autre Groupe Investisseur a une Détention directe ou indirecte qui est supérieure à la Détention du Groupe Investisseur de 5% ou plus;
- «Groupe Minoritaire» signifie le Groupe d'Investisseur Advent ou le Groupe d'Investisseur Bain pendant une période ou l'autre Groupe Investisseur a une Détention directe ou indirecte qui est inférieure à la Détention du Groupe Investisseur de 5% ou plus;
- «Investisseur Advent» désigne Advent Ship Luxembourg S.à r.l.;
- «Investisseur Bain» signifie Bain Capital VWP Integral L.P.;
- «Jour Ouvrable» un jour, sauf un samedi ou un dimanche ou un jour férié au Royaume-Uni, où les banques de la City de Londres et du Luxembourg sont ouvertes pour affaires pendant les heures normales;
- «Liquidation» désigne un jugement déclaratif de liquidation par une juridiction compétente ou l'adoption d'une résolution par les actionnaires de la Société, ledit jugement étant opposable à celle-ci;
- «Loi de 1915» est défini dans l'article 1;
- «Notification de Sortie Forcée» Notification des Actionnaires Cédants à chaque Actionnaire Forcé de toute Sortie Forcée donnée dès que possible après avoir atteint un accord sur la Sortie Forcée (drag-along) proposée;
- «Nouveau Membre» désigne une personne acquérant la qualité de nouveau membre de la Société pour avoir exercé une option pré-existante d'achat d'Actions de la société à la suite de l'émission d'un Avis de Sortie Forcée (Avis de Sortie Forcée);
- «Offre Publique Initiale» désigne la première offre publique de quelque classe que ce soit de titres de capitaux propres par Topco (ou une nouvelle société holding constituée pour succéder à Topco) sous une configuration juridique donnant

lieu à une énumération de ladite classe de titres sur un marché public de titres, réalisée au moyen d'une offre de vente, une nouvelle émission de parts sociales, une introduction, un placement ou autre;

«Pacte de Co-Investissement» signifie tout pacte pouvant être conclut entre la Société, les Investisseurs Advent, les Investisseurs Bain et tout autre Actionnaire;

«Pacte d'Actionnaires» signifie tout pacte pouvant être conclu entre la Société, les Investisseurs Advent et les Investisseurs Bain.

«Période d'Acceptation» est la période commençant à la date de l'offre écrite donnée en vertu de l'Article 14 et se terminant au moins cinq Jours Ouvrables après la date de la période d'offre écrite, à déterminer dans l'offre écrite;

«Statuts» Les statuts de la Société (tel que modifiés à tout moment), qui à l'Achèvement, seront les règlements en forme approuvé;

«Sortie» La date d'admission de titres de participation à la négociation sur un marché public de valeurs mobilières en vertu d'une Offre Publique Initiale ou la date à laquelle un ou plusieurs accords pour une Vente devenue inconditionnelle à tous égards ou la date d'une Liquidation;

«Sûretés Réelles» désigne toute hypothèque, charge, nantissement, lien, servitude ou autres restrictions ou tout autre accord ou disposition ayant pour effet de conférer une garantie;

«Tiers Acqureur» désigne l'acheteur tiers de bonne foi aux conditions normales du marché (celui-ci étant une personne ou un groupe de personnes agissant de concert, autre(s) qu'un Investisseur ou ses Affiliés) des Titres;

«Topco» désigne Ship Luxco Holding & Cy S.C.A.;

«Transfert» désigne un transfert, une vente, une cession, un gage, une hypothèque ou toute autre aliénation, directe ou indirecte, comprenant, à la suite de la création d'un instrument dérivé, l'octroi d'une option ou d'un autre droit, l'imposition d'une restriction sur l'aliénation ou le vote, légalement ou par aliénation d'un intérêt sur la propriété dans une société mère holding de la personne pertinente, et les termes «Transféré», «Cessionnaire» et «Cédant» seront interprétés en conséquence.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. HARROCH, V.A. BASTIAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 07 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15295. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011001980/1129.

(110001592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2011.

**Luxembourg Liquidation Co II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 150.000.

Il résulte du contrat de cession de la société conclu en date du 21 décembre 2010 que les 42 (quarante-deux) parts sociales détenues par Monsieur Geoffrey Henry ont été vendues à la société Stronghold S.A., ayant son siège social 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.952.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010169247/13.

(100196072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

**Luxembourg Liquidation Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.595.

Il résulte du contrat de cession de la société conclu en date du 21 décembre 2010 que les 63 (soixante-trois) parts sociales détenues par Monsieur Geoffrey Henry ont été vendues à la société Stronghold S.A., ayant son siège social 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.952.



14007

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Fait à Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010169248/13.

(100196073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Lycomar Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.255.

—  
*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 19 avril 2010*

*Deuxième résolution*

Les mandats des Administrateurs étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat des Administrateurs de Monsieur Laurent COPITET, employé privé, demeurant professionnellement au 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg et Monsieur Laurent CHERPITEL, employé privé, demeurant au 75, avenue du X septembre, L-2551 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LYCOMAR FINANCE S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2010169262/18.

(100196129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Management and Backoffice Services S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.598.

—  
Il résulte du contrat de cession de la société conclu en date du 21 décembre 2010 que les 63 (soixante-trois) parts sociales détenues par Monsieur Geoffrey Henry ont été vendues à la société Stronghold S.A., ayant son siège social 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.952.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010169269/13.

(100196074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Nubira S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 61.954.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2010*

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Mademoiselle Danielle SCHULLER, 38, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg en remplacement de Monsieur Gilbert DIVINE, 38, Boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2010169308/14.

(100196090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Rehabitat Capital SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 5, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 155.635.

---

**EXTRAIT**

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 27 octobre 2010, les actionnaires de la Société a unanimement approuvé la révocation du mandat d'administrateur A de Madame Françoise Pfeiffer avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010 et son remplacement par Madame Mélanie Sauvage, Avocat au Barreau de Paris, demeurant 5, avenue du Bois, L-1251 Luxembourg; avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010 et pour une durée de six années.

En conséquence, le conseil d'administration est composé de:

- Arnaud Sagnard, administrateur A,
- Mélanie Sauvage, administrateur A, et
- William Stokel, administrateur B.

Par résolutions écrites en date du 27 octobre 2010, les administrateurs de la Société ont accordé les pouvoirs de signature suivants:

- Tout administrateur de la société, quelle que soit sa classe, peut engager seul la Société jusqu'à un plafond mensuel de 10.000 Euros.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Rehabitat Capital SA*

Mélanie Sauvage

*Administrateur*

Référence de publication: 2010169363/24.

(100196088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Optima Europa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 77.258.

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 22 novembre 2010 que:

- Monsieur Alain Blondlet démissionne de son poste d'administrateur de la société avec effet immédiat;
- Monsieur Geoffrey Henry, né le 5 mai 1972 à Chênée (Belgique) et ayant son adresse professionnelle 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg est nommé en remplacement de l'administrateur démissionnaire avec effet immédiat et ce pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 décembre 2010.

Référence de publication: 2010169319/14.

(100196075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Poleol, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'activités.

R.C.S. Luxembourg B 157.217.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 15 novembre 2010 que la société EFFECTUAL WORLDWIDE HOLDINGS LIMITED, ayant son siège au 18<sup>th</sup> Floor, Two Chinachem Plaza, 68 Connaught Road Central, Hong Kong, enregistré au Registre de commerce et des sociétés de Hong Kong sous le numéro 364833, a cédé 50 (cinquante) parts sociales qu'elle détenait dans la société POLEOL S.à r.l. à la société KARFIELD WORLDWIDE LIMITED, ayant son siège au 18<sup>th</sup> Floor, Two Chinachem Plaza, 68 Connaught Road Central, Hong Kong, enregistré au Registre de commerce et des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1500029.

Pour extrait

La société

Référence de publication: 2010169346/15.

(100196099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Riverways SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 85.142.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2010*

Monsieur Freddy Bracke, Madame Anne-Marie Grieder, Madame Kirsten Hansens et la Société Costers & Vennoten BVBA (avec comme représentant permanent M. Clement Costers) sont renommés administrateurs.

Monsieur Michel Jadot, Ingénieur commercial et de gestion, demeurant 103, avenue de la Faiëncerie, L-1511 Luxembourg, est nommé administrateur

Monsieur Marc Bruyns est renommé commissaire aux comptes.

Tous les mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2011.

Certifié conforme

A-M. Grieder / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010169384/17.

(100196158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Upington Investments, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 145.229.

—  
*Extrait du Procès-Verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire du 14.12.2010*

L'assemblée générale extraordinaire de la société qui s'est valablement réunie le 14 décembre 2010 constate:

1- La révocation de tous les membres du conseil de gérance ad nutum avec effet à cette date

2- La nomination pour une période indéterminée avec effet à cette date des trois gérants suivants:

- Monsieur Sandor Istvan HOLLAY, né le 27 avril 1955 à Budapest (Hongrie), résidant à Evert Cornelisstraat 5 I, 1077 Amsterdam (Pays-Bas); et

- Monsieur Dávid VÁRSZEGI, né le 17 novembre 1980 à Budapest (Hongrie), avec adresse professionnelle au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen,

- Madame Margit FORGACS, née le 25 février 1968 à Magyar (Hongrie), résidente à Flora utca 4. 1037 Budapest (Hongrie).

Ces décisions prennent effet à la date de ce jour.

Certifié conforme

Référence de publication: 2010169487/19.

(100196123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Start S.A., Société Anonyme Holding.**

R.C.S. Luxembourg B 24.825.

—  
En date du 15 décembre 2010, Fiduciaire Continentale a dénoncé avec effet immédiat le siège de la société START S.A. en ses bureaux, sis 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 24.825. Par conséquent, la convention de domiciliation conclue entre la société START S.A. et Fiduciaire Continentale a été résiliée.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2010169440/11.

(100196183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Vania International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 140.953.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions de l'associé unique du 16 décembre 2010*

L'associé unique prononce la clôture de la liquidation et déclare que la société anonyme Vania International S.A., société en liquidation, ayant son siège social 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, a définitivement cessé d'exister, même pour les besoins de la liquidation. Les livres et les documents sociaux seront conservés au dernier siège de la société pendant cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010169489/14.

(100196080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2010.

---

**Karggen, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 122.611.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 janvier 2011.

Paul DECKER

*Le Notaire*

Référence de publication: 2011005083/12.

(110004944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Les Espaces d'Eich S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 125.114.

Le bilan au 31 décembre 2009 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Helmsange, 11/01/2011.

Référence de publication: 2011005102/10.

(110005508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Kinetek Luxco G.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 121.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Kinetek Luxco G.P. S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011005084/12.

(110004995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Kinetek Luxco G.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 121.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Kinetek Luxco G.P. S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011005085/12.

(110004996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Klopp Marc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 5, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 62.739.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.01.2011.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2011005099/12.

(110005302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Login, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 1, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 40.629.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.01.2011.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2011005105/12.

(110005399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Leman Beverages Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée holding,  
(anc. Lemman Beverages Holding S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 51.131.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60933 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011005113/11.

(110005348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Excellence de Luxe, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8838 Wahl, 23, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 105.529.

L'an deux mille dix, le treize décembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1° Monsieur Georges MERGEN, commerçant, demeurant à L-7390 Blaschette, 1, rue de Wormeldange;

2° Madame Alix COLOT, épouse de Monsieur Georges MERGEN, commerçante, née à Etterbeek (Belgique), le 15 mai 1958, demeurant à L7390 Blaschette, 1, rue de Wormeldange;

3° La société anonyme de droit belge SOBECO IDC S.A., avec siège social à B-1370 Jodoigne, Parc Industriel, Chaussée de Charleroi, inscrite au registre de commerce à Nivelles sous le numéro 76.022, ici représentée par Monsieur Georges MERGEN, prénommé sous 1°, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par les comparants et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

4° Madame Aurélie MERGEN, employée privée, née à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 1980, demeurant à L-8838 Wahl, 23, rue Principale.

Les comparants sous 1° à y compris 3° déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée Excellence de Luxe S.à r.l., avec siège social à L-7390 Blaschette, 1, rue de Wormeldange, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 105.529, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 janvier 2005, publié au Mémorial C numéro 408 du 3 mai 2005 (la «Société»).

La comparante sous 2°, Madame Alix COLOT, déclare céder trente-cinq (35) parts sociales dans la Société à Madame Aurélie MERGEN, prénommée sous 4°, ici présente et ce acceptant, au prix convenu entre parties, ce dont quittance hors la comptabilité du notaire instrumentant.

Ensuite, Madame Alix COLOT, prénommée sous 2°, agissant en sa qualité de gérant technique de la Société, déclare ratifier la susdite cession de parts sociales au nom de la société, conformément à l'article 1690 du code civil. Monsieur Ignaas DECLERCQ, administrateur de sociétés, demeurant à B-1831 Diegem, 42, van der Aastraat, non présent aux présentes, en sa qualité de gérant administratif de la Société, a ratifié la cession de parts sociales suivant déclaration qui restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Les associés acceptent expressément cette cession de parts sociales conformément à l'article 9 des statuts.

Sur ce qui précède, les comparants, agissant en leur qualité de seuls associés de la Société, ont pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Suite à la cession de parts sociales précédente, les cent parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

1° Monsieur Georges MERGEN . . . . .	5 parts
2° Madame Alix COLOT . . . . .	10 parts
3° Madame Aurélie MERGEN . . . . .	35 parts
4° SOBECO IDC S.A. . . . .	50 parts
Total: cent parts . . . . .	100 parts

#### *Deuxième résolution*

En conséquence, les associés décident de supprimer les alinéas 2 à 4 de l'article 6 des statuts. Ledit article 6 se lira comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.»

#### *Troisième résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la Société de L7390 Blaschette, 1, rue de Wormeldange, vers L-8838 Wahl, 23, rue Principale, et de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts qui se lira comme suit:

**Art. 5. (alinéa premier).** «Le siège social est établi dans la commune de Wahl.»

#### *Quatrième résolution*

Les associés acceptent la démission de Monsieur Ignaas DECLERCQ, demeurant à B-1831 Diegem, 42, Van der Aastraat, de son poste de gérant administratif et lui accordent entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

#### *Cinquième résolution*

Les associés nomment Madame Aurélie MERGEN, prénommée sous 4°, comme gérant administratif pour une durée indéterminée.

#### *Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

#### *Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Alix Colot, Georges Mergen, Aurélie Mergen, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 14 décembre 2010. LAC / 2010 / 56092. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.



- Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168544/72.

(100195866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

---

**Lellig Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 140.759.

---

Le bilan au 31 décembre 2009 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Helmsange, 11/01/2011.

Référence de publication: 2011005112/10.

(110005507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Literrry S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 129.930.

---

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LITERRY S.à r.l. (en liquidation)

Mohammed KARA

LE LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2011005116/12.

(110005162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**International Paper Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. International Paper Group (Asia) S.à r.l.).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 153.184.

---

In the year two thousand and ten,  
on the fourteenth day of December.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of "International Paper Group (Asia) S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153.184, and having a share capital of fifty thousand United States dollars (USD 50,000.-) (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 19 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1380 on 6 July 2010. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended pursuant to a deed of the same notary Jean-Joseph Wagner, on 24 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations N° 2254 on 22 October 2010.

There appeared,

"IP International Holdings, Inc.", a company incorporated and organized under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, and registered with the Secretary of State of Delaware under number 091127036 (the Sole Shareholder),

which holds all of the five hundred (500) issued shares of the Company,

here represented by Me Armony Allamanno, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on December 10, 2010.

Such proxy, after signature ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. The Sole Shareholder holds all of the shares in the share capital of the Company;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Amendment of the name of the Company from “International Paper Group (Asia) S.à r.l.” into “International Paper Holdings (Luxembourg) S. à r. l.”;

2. Subsequent amendment to article 1 of the Articles in order to reflect the change of the name of the Company adopted under item 1. above;

3. Miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company from “International Paper Group (Asia) S.à r.l.” into “International Paper Holdings (Luxembourg) S. à r. l.”.

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Articles, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 1.** The name of the company is “International Paper Holdings (Luxembourg) S. à r. l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (Société responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles)”

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-city, Grand Duchy of Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to proxy holder of the party appearing, such proxy holder signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix,

le quatorzième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de «International Paper Group (Asia) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duché Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.184 et ayant un capital social de cinquante mille dollars américains (USD 50.000,-) (la Société). La Société a été constituée suivant acte du notaire soussigné, reçu en date du 19 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1380 le 6 juillet 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés en vertu d'un acte du même notaire Jean-Joseph Wagner, le 24 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2254 du 22 Octobre 2010.

**A comparu**

«IP International Holdings, Inc.», une société constituée et organisée selon le droit de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 091127036 (l'Associé Unique),

titulaire de la totalité des cinq cents (500) parts sociales de la Société,

ici représentée par Me Armony Allamanno, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 décembre 2010.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante, et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification de la dénomination de la Société de «International Paper Group (Asia) S.à r.l.» en «International Paper Holdings (Luxembourg) S. à r. l.»;

2. Modification subséquente de l'article 1 des Statuts afin de refléter le changement du nom de la Société mentionnée au point 1. ci-dessus;

3. Divers.

### III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société de «International Paper Group (Asia) S. à r. l.» en «International Paper Holdings (Luxembourg) S. à r. l.»

#### *Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Le nom de la société est «International Paper Holdings (Luxembourg) S. à r. l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-ville Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. ALLAMANNO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15953. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010168637/105.

(100195855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

#### **LSF5 Roundup Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 138.556.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2011.

Référence de publication: 2011005119/10.

(110005386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

#### **LUX-Hâm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 8, rue de Trintange.

R.C.S. Luxembourg B 51.197.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.01.2011.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2011005121/12.

(110005452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

#### **M + B Betonbau (Luxemburg) G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7410 Angelsberg, 8-10, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 84.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour M + B BETONBAU (LUXEMBOURG), G.m.B.H.

Fideco Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011005124/12.

(110005061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**ITT Industries Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 150.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 77.533.

—  
**EXTRAIT**

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 de la société ITT Industries Holdings S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2011.

ITT Industries Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011006317/15.

(110006287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

---

**Mont Cervin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 153.417.

—  
**EXTRAIT**

Il est à noter le changement suivant quant à l'adresse professionnelle de l'associé:

- Joannes Gerhardus Hermanus Niessen

5, rue de la Reine

L-2418 Luxembourg

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

Joannes Gerhardus Hermanus Niessen

Associé

Référence de publication: 2010169699/16.

(100195426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

---

**Mont Cervin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 153.417.

—  
**EXTRAIT**

Il est à noter le changement suivant quant à l'adresse professionnelle du gérant:

- Joannes Gerhardus Hermanus Niessen

5, rue de la Reine

L-2418 Luxembourg

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

Joannes Gerhardus Hermanus Niessen

Gérant

Référence de publication: 2010169698/16.

(100195426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

---